

N° 155
OCTOBRE 1976

LE PEUPLE BRETON

2^F
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

OÙ NOUS MÈNENT LES NOTABLES ?





JOSSIER ELECTRONIQUE

35, place des Otages - montaix tél 88.08.78

radio - télévision - disques - haute-fidélité



L'ARMORIQUE

Le huelgoat (finistère)

hotel - RESTAURANT

BAR - GRILL

AGENCE IMMOBILIÈRE JACQUES GUEGAN

14, boulevard Leclerc

LORIENT - Tél. 21.19.21

Transactions immobilières — Terrains — Appartements

Fonds de commerce

pladenou keltieg

rikou soner

38, strada per-semard
kemper

chemisier habilleur

35, rue jean-jaurès, brest-t. 44 14 54-c.c.p. 2009-12 rennes

colin

ARTISANAZ BRETON

Chapelle de TRONOEN
en St-Jean-Trolimon

30 artisans exposent toute
l'année soies, bijoux, pote-
ries et tissages...



BAR ECOSSAIS

bar d'ambiance

bières étrangères

243, Rue JEAN-JAURES - BREST-tél : 02 20 08



AUBERGE TI AR MENEZ

RESTAURANT

Soirées - Spectacles
LOCRONAN - 91-73-64

Une librairie
militante
bretonne à

BREST

**PLIJADUR
O LENN**

62, rue de LYON



BAR

LE TRISKELL

Place Guérin — BREST

☎ 44.56.65.

Guinness à la pression

CLASSIQUE

VARIÉTÉS

POP

JAZZ

FOLK

Votre disquaire à BREST :

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST

DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

Hôtel-Restaurant

« *Les Routiers* »

Place de
TOURNEBRIDE

22500 PAIMPOL

— Tél. 20 89.95 —

tient à votre disposition une

Nouvelle Salle pour

Réunions,

Noces et Banquets.

Allée de boules

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

DÉFENDEZ LA LIBERTÉ DE VOTRE PRESSE

Lorsque vous lirez ces lignes, le procès qui nous opposait au patron lorientais Bahuon (voir P.B. n°s 151 et 154) aura peut-être connu son épilogue le 30 septembre devant le tribunal de Lorient... Le mois dernier nous vous avions demandé d'aider le « nouveau P.B. » à défendre sa liberté d'expression en nous donnant les moyens de notre indépendance. Beaucoup d'entre vous, par des versements spontanés, ont répondu à notre appel. Malheureusement, nous sommes bien loin du compte. Faire un journal comme le P.B. — sans aucun appui extérieur — est une entreprise difficile et ce n'est pas le régime giscardien qui nous facilitera les choses !

Et les perspectives ne sont pas riantes : l'inflation — non maîtrisée — est-elle qu'une hausse du prix du pa-

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 20 F

De soutien : à partir de 30 F

Étranger : 30 F

Étranger (par avion) : 45 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

Composition mécanique - Lorient

Imprimerie Cornouaillaise - Quimper

Publication inscrite à la C.P.A.P. N° 41.387

Tirage 8500 ex. — Dépôt légal : 4^e trimestre

Directeur de la publication : R. Leprohon.

pier journal est déjà prévue ! A cela s'ajoutent les frais supplémentaires qui résultent de l'augmentation de notre pagination. Il faut pourtant que nous tenions et même que nous progressions. Il le faut pour la Bretagne, pour le combat breton, pour les luttes des travailleurs de notre pays. Merci d'avance pour votre générosité : nous comptons sur vous dans ces difficiles circonstances.

6^e LISTE

M.M., Pontivy	20,00 F
E.P., l'Etang-la-Ville (78) ..	10,00 F
Mme Marot, Brest	30,00 F
D.N., Saint-Gratien (95)	20,00 F
Anonyme, La Clayette (71) ..	3,60 F
B.S., Lanester	10,00 F
J.-P. Granvalet, Lanester ..	10,00 F
Y.C., Locminé, pour votre dé- nonciation de la représen- sion politique dans le canton de Locminé	30,00 F
G.A., Remungol	20,00 F
T.C., Rennes	10,00 F
J.M., Verdun (55)	10,00 F
Patrick Pellen, Nantes	10,00 F
J.M., Brieuc	2,00 F
P.O., Toulouse (31)	10,00 F
A.B., Verneuil (60)	20,00 F
A.M.L.D., Palaiseau (91)	20,00 F
Robert Wilkinson (Ecosse) ..	10,00 F
M.L.T., Le Perray-en-Yvelines	40,00 F
M.T. Puteaux (92)	70,00 F
Glenmor, Mellionec	170,00 F
Y.D., Creil (60)	5,00 F
P.N., Saint-Nazaire	10,00 F
J.M., Brest	20,00 F
J.H., Saint-Brieuc	20,00 F
Fanch Bernard, Landerneau	20,00 F
Y.P., Laon (02)	10,00 F
J.P., Guipavas	10,00 F
J.P. Vessier,	
Rosny-sous-Bois (93)	50,00 F
Mme Rochette Sarcelles (95)	20,00 F
G.C. Seyssinet (38)	20,00 F
Mme Piquelou, Trégunc	30,00 F
Anonyme, Brest	20,00 F
J.F.D., Bouguenais	5,00 F
Anonyme, Lorient	30,00 F
Pour la liberté de la presse	
J.P.L.R., Plouigneau	10,00 F
A.S., Cholet (49)	20,00 F
C.G. Vaujours (93)	10,00 F
J.F., Montreuil (93)	20,00 F
Pierre Rohou, Massy- Vilaine (91) Avec mes en- couragements	48,00 F
François Dumortier, Brest ..	30,00 F
Yann-Cheun Le Merrer, Bruguères (31)	40,00 F
Pour une Bretagne socialiste	

Total de la 6^e liste 1055,60 F
Report

des listes précédentes .. 3881,54 F

TOTAL 5937,14 F

BAR LES FAUVETTES

Guinness à la pression
SOIRÉES CABARET
Salle pour réunion

Rue Consell BREST 44.46.67

SOMMAIRE

UN MAL BRETON: LES NOTABLES	4
RICHESSE INEXPLOITÉE LE TITANE	6
L'AFFAIRE DE PLOGONNEC ..	8
SAINT-NAZAIRE L'EMPLOI	10
VU DE BRETAGNE	11
CHIFFRES POUR UN COMBAT	11
LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES ..	12
LES PUBLICATIONS DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE	14
IRLANDE : YANN DAUMER ENQUÊTE POUR LE P.B.	15
PEUPLES OPPRIMÉS	17
CHRONIQUE LITTÉRAIRE ...	19
AR FALZ : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'HUELGOAT	20
IFFIG	20
CONSTRUIRE EN BRETAGNE	21
COURRIER DES LECTEURS .	22
ÉDITORIAL	24



M.P.B.

Georges Lombard, sénateur, président de la Communauté Urbaine de Brest, ex-maire, ex-député, ex-conseiller général.

COMMENT PEUT-ON ÊTRE NOTABLE ?

LES notables de Bretagne, on les connaît !

Pléven, le vieux routier de la quatrième république, ministre de la guerre pendant Dien-Bien-Phu, et qui envisageait de demander l'aide nucléaire des Américains. Il est tout autre en Bretagne, parternaliste, débonnaire, moralisateur envers Paris « **qui nous oublie** », et parlant « **au nom des Bretons** », sans que ceux-ci hormis ceux de Dinan, lui aient jamais donné mandat pour le faire. Marcellin, ex-ministre de la santé venu du département le plus alcoolisé de France, ex-ministre de la police et de la répression qui entretient son besoin de censure en protégeant les habitants de Vannes

contre le cinéma et le théâtre subversifs. Ceux qui tiennent les grandes villes, qu'ils soient maires ou présidents de communautés urbaines, Fréville, Morice, Lombard, tous prétendus apolitiques, prétendus gestionnaires efficaces et qui semblaient, jusqu'à ces derniers temps, aussi fortement boulohnés à leurs sièges que les poilus de 14-18 à leur socle de granit.

On les connaît, ces notables ; ou plutôt on croyait les connaître, jusqu'à ce que le plus jeune d'entre-eux, Georges Lombard, 51 ans, publie son livre de souvenirs. Eh bien, c'est encore pire que ce qu'on pensait ; c'est simplement accablant...

Mode d'emploi du notable

Comment peut-on être notable ?

Choisissez d'abord une ville à la mesure de vos ambitions, surtout pas trop petite, votre profil de leader en porterait de l'ombre. Faites en sorte qu'elle soit dans un état économique déplorable, sous-équipée, non-industrialisée. Ayez des parents fort honorablement connus, par exemple dans le monde commerçant. Et surtout, **surtout**, ne faites pas de politique ! C'est-à-dire soyez toujours proche du pouvoir, sans cependant être attaché à un parti. Critiquez pourtant, sur des points subalternes ; cela vous donnera la sta-

Georges Lombard
et Michel de Bennetot.
«C'est quand même nous
qui vous avons sortis de là!»



M.P.B.

ture d'un homme indépendant. Vous pourrez ainsi souligner en toutes circonstances que vous faites passer les intérêts de votre ville avant ceux d'un parti. Rendez soigneusement hommage à ceux qui vous ont précédé, en signalant combien la situation était lamentable à leur départ. On comprendra ainsi que vous avez tout fait à partir de rien, à force d'intelligence et de volonté. N'hésitez pas à stigmatiser la centralisation excessive, la lourdeur des procédures administratives, le pouvoir exorbitant des cabinets ministériels. Montrez cependant qu'en étant assidu, qu'en sachant flatter ses invités, qu'en ayant des amis bien placés, on peut venir à bout des obstacles. Surtout, ne vous mêlez pas aux mouvements populaires qui, outre le fait qu'ils indisposent ce pouvoir dont on attend l'aumône, risqueraient de vous mettre en face de cette catégorie d'administrés particulièrement ingrats et oublieux des efforts que vous faites pour eux, les ouvriers, manifestement manipulés par les partis et les syndicats.

Ne soyez cependant pas trop fiers, et, si le pouvoir vous cocufie ou se moque ouvertement de votre figure, sachez ne pas trop bouder : reportez par exemple de quelques jours une séance du conseil municipal, en signe de protestation et de mise en garde solennelles.

Le succès de Transocéan

Tout cela, Lombard le dit, avec une candeur presque touchante et un sens de l'autosatisfaction assez fantastique. Pas de chapitre où l'on ne décrive de ministres impressionnés devant les « réalisations », de gros bonnets de l'industrie bluffés par la « création des infrastructures », de recteurs d'académie restant pantois devant « tant de volontés tendues ».

On se demande souvent si, à force de tromper son monde, Lombard ne finit pas par y croire lui-même. De l'Assemblée Nationale au CELIB, de la mairie à la Communauté Urbaine, du Conseil Général au Sénat, mille discours identiques ont créé une solide autosuggestion. Dans le livre, les clichés, les phrases lapidaires, les points d'exclamation généreusement distribués tiennent à la fois lieu de style et de démonstration. On en oublie que Brest est la capitale du chômage et, sur le même élan, Transocéan est présenté comme un succès de l'industrialisation. On apprend ainsi, page 120, qu'Olivier Guichard décidait, en 1963, de tenir désormais compte du « phénomène » brestois, qui était celui de « la foi, du courage, de l'intelligence ». La page suivante nous décrit en effet « des artères qui s'animaient de la foule des piétons et du mouvement encore facile, mais déjà certain des

automobiles ». Rien que ça !

Nous sortir de là

Car ce qui frappe le plus, avec les notables bretons, c'est qu'ils sont persuadés que leur seule action nous a sortis du 19ème siècle, en dehors de tout progrès des sciences, des techniques et du simple confort. Construit-on avec retard des routes qui ne sont que des caricatures de ce qui fut promis, ils exultent, évoquant les progrès accomplis depuis le charretier embourbé de La Fontaine. Ainsi de l'avion : Lombard nous avertit que personne ne croyait à la liaison aérienne Paris-Brest ; il a fallu toute « sa confiance dans l'avenir » pour l'imposer.

Sans eux, on serait encore ces demeurés qu'une certaine littérature colonialiste se complait à peindre. Il s'agit d'ancrer cette idée : les notables, nous leur devons tout, continuons à leur faire confiance, soyons passifs ; ils pensent pour nous, ils agissent pour nous, ils nous font accéder au développement. Faisant allusion au « Cheval d'orgueil », De Bennetot, député U.D.R. du Finistère, disait à Fañch Morvannou, qui le combattait aux dernières cantonales : « C'est quand même nous qui vous avons sortis de là ! »

Nous ? Les notables ? La droite ? Ou la France ?

Provincialisme triomphant

Le provincialisme, ici, triomphe. Le grand jour, c'est quand un ministre vient en visite. Les rapports de dominant à dominé atteignent alors une intensité presque pathologique. Il s'agit de quêter sur les lèvres du grand homme la petite phrase, en général vague et lénifiante, que l'on pourra interpréter comme un acquiescement à des demandes (ne parlons pas de revendications) frisant la mendicité. « **Nous ne demandons que la part du pauvre, mais celle-là, nous sommes décidés à l'obtenir** » disait Alexis Gourvennec, le 22 mars 1968, soutenu par Lombard et l'Amiral Amman. La « **part du pauvre** » !

renouvelée et les gadgets qu'ils inventent pour mener leur peuple en bateau sont d'une variété bien inattendue. Quand Lombard et Gourvennec se rencontrent, à la fin de 1967, on est vraiment en un lieu où l'esprit souffle. C'est Lombard lui-même qui le dit : « **Rarement échanges d'idées furent aussi libres, intenses. Rarement communion de pensées fut aussi totale et confiante.** »

Le résultat de cette spiritualité élevée fut la création du CABRO. Si vous avez oublié la signification de ce sigle, vous avez bien tort, car il devait dans les six mois soulever la Bretagne d'enthousiasme ! Du moins, c'est l'interprétation de Lombard qui voit dans les mots d'ordre de son comité mort-né,

LE TITANE BRETON SERA-T'IL EXPLOITÉ ?

Alexis Gourvennec
(avec Yvon Bourges)
« Nous ne demandons
que la part du pauvre... »



M.P.B. / Daumerie

Pauvre, le peuple breton l'est aussi d'esprit, si l'on en juge par les pages dignes d'un quelconque « Jours de Bretagne » façon Dassault de sous-préfecture que Lombard lui destine : le sacre de Monseigneur Paillier et la visite à Brest de la princesse Paola : « **La princesse était charmante, il est vrai, et sa jeunesse, comme celle de son mari, rayonnante.** »

Des interprétations curieuses

La Bretagne est souvent mise au premier plan, puisqu'on est censé se battre pour elle. C'est d'ailleurs une Bretagne assez particulière, unanime, parlant d'une seule voix, celle des notables, à peine troublée par les aboiements de ces insignifiants roquets que sont ces partis politiques et syndicats même pas polis : ils refusent de rencontrer les ministres. Ces « **limites** » que Lombard fixe aux hommes de gauche (p. 304), il est clair que les notables bretons ne les connaissent pas. Leur imagination est sans cesse

auxquels se rallièrent paraît-il tous les syndicats, l'origine de la grande journée d'action bretonne du 8 mai 1968. Ils seront bien surpris, les vingt mille Brestois qui, défilant ce jour-là devant la mairie, crièrent en vain « Lombard avec nous ! »

Ces notables sont dangereux.

Confisquant les luttes populaires, les détournant par leurs commentaires de leur sens véritable, inventant sans relâche des projets sans consistance, entretenant chez les gens une mentalité d'assistés, ils forment entre le peuple breton et le gouvernement un écran, un barrage mou qui amortit les chocs.

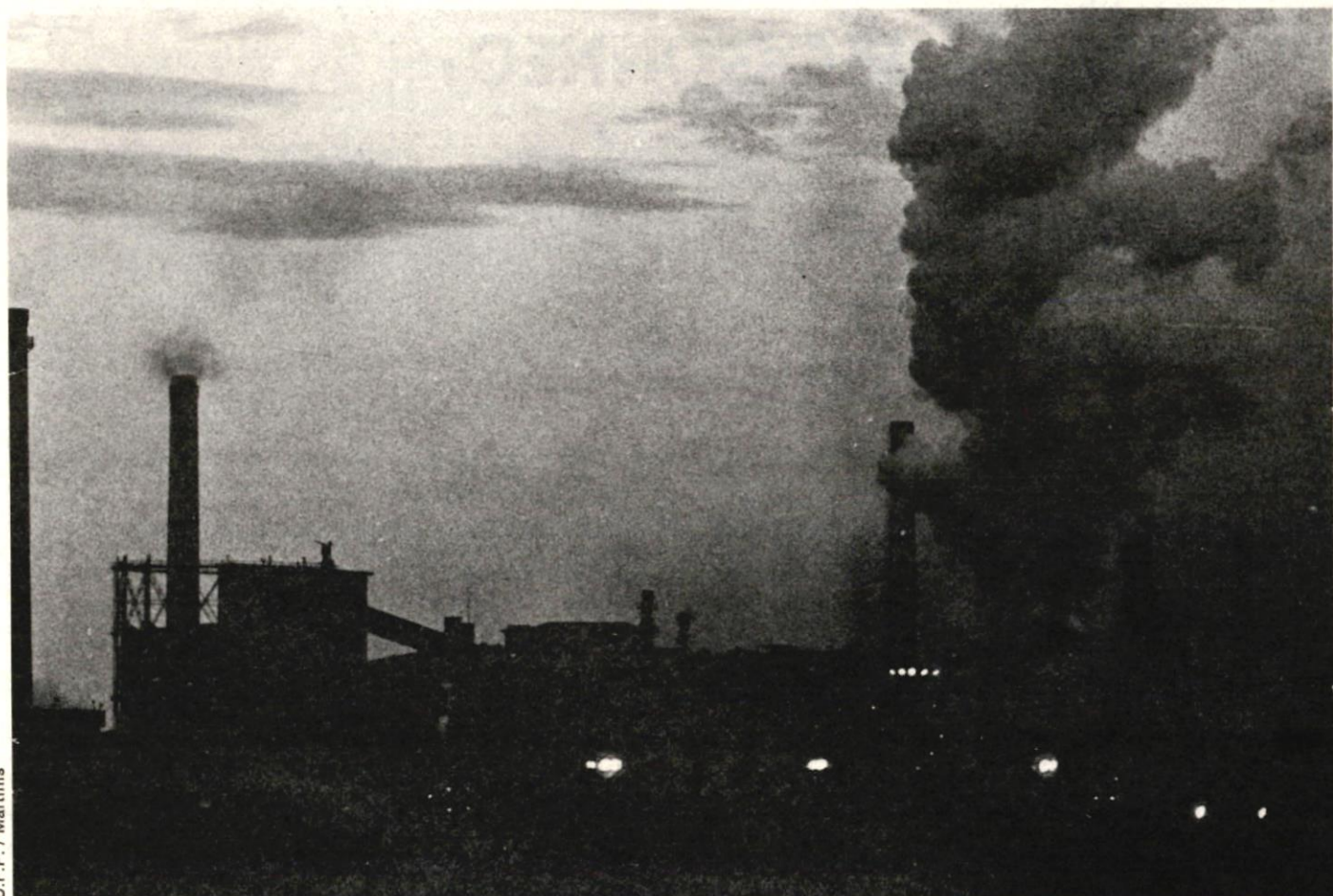
Tirant leur pouvoir du sous-développement breton, ils ne peuvent, par nature, accepter de solutions radicales. Les notables bretons n'auront, en définitive, trahi que ceux qui y ont cru.

Jean Guéguéniat

des
réserves
immenses

pas de
pollution

mais des
monopoles
à vaincre



L'usine Scarlino de Montedison : les trop célèbres boues rouges, que le minerai breton permettrait d'éviter.

LES matières premières ont parfois une destinée étrange. Envisagez un pays — la France par exemple — qui doit importer en totalité un métal qui deviendra bientôt indispensable. Supposez, de plus, que le traitement du minerai de ce métal fasse appel à une chimie très lourde, mais dont la pollution est tolérée. Imaginez alors qu'on découvre dans une région du dit pays — la Bretagne par exemple — des réserves importantes du minerai en question, minerai plus difficile à travailler, mais exempt du principal agent polluant. Ce qui risque de se passer alors est assez inattendu, mais bien dans la logique capitaliste : on continue à importer le minerai, on continuera à polluer, puisque les lois françaises le permettent. Dans le même temps on aura mis au point une technologie non polluante adaptée au minerai nouveau, et on l'aura exportée, avec le minerai bien sûr, aux Etats-Unis, où la législation est bien plus sévère.

Impensable, un tel scénario, parce que manifestement contraire à l'intérêt national ? C'est pourtant ce qui va peut-être se produire dans les prochaines années avec une nouvelle richesse bretonne : le titane.

L'ECHELLE EUROPEENNE

Le titane breton, ou plus précisément armoricain car il y en a jusqu'au nord

d'Angers et au sud de Caen, on l'a découvert un peu par hasard, en cherchant de l'uranium, il y a un peu moins de vingt ans. Le Bureau de Recherches géologiques et minières s'est intéressé sérieusement à la question quand on s'aperçut, dans les années 60, qu'on se trouvait en présence de réserves très importantes. Il y a du titane dans les grès à l'entrée de la presqu'île de Crozon, dans la région de Rostrenen, de Loudéac, de Redon, au Nord de Châteaubriant et au Sud-Est de Rennes ! En tout, les réserves sont au minimum de plusieurs dizaines de millions de tonnes. Quand on sait que la consommation annuelle est en France de 200 000 tonnes, on voit que les réserves bretonnes sont largement à l'échelle de l'Europe (où seule la Norvège en produit). Quand on sait que la teneur du minerai est très bonne, et qu'il est associé au zirconium (1) en grande quantité aussi, on se dit que c'est un nouveau coup porté au mythe de « la Bretagne, pays pauvre ». De plus, si le minerai armoricain est difficile à travailler, car trop divisé, il est en revanche exempt de fer, c'est-à-dire que son traitement ne dégradera pas les trop célèbres boues rouges.

DES MONOPOLES

Il y a donc là une chance que la Bretagne pourrait saisir, dans les années 80, quand le stade de l'exploitation sera atteint. Malheureusement, sur le plan industriel, l'affaire se présente mal. Le monopole de l'exploitation des

composés du titane en France appartient en effet à deux sociétés, l'anglaise « Thioxid » et la française « Thann et Mulhouse » qui utilisent une méthode extrêmement brutale et polluante (4,2 tonnes d'acide sulfurique pur pour une tonne d'oxyde de titane) progressivement interdite par les Etats-Unis, la R.F.A., la Grande-Bretagne et la Belgique, mais qu'elles n'ont aucune raison d'abandonner. Ce procédé est inapplicable au minerai breton, qui est du rutil, pour lequel les Américains, depuis 58, et les Anglais depuis 65, ont mis au point une filière beaucoup plus élégante.

Le BRGM, Thann et Mulhouse, et la SEPR viennent eux-mêmes de mettre au point (à Orléans) une méthode adaptée au rutil ; mais Thann et Mulhouse a vendu récemment aux U.S.A. sa méthode de préparation. Conclusion : personne, ou plutôt aucun industriel, n'a intérêt aujourd'hui à exploiter le minerai. Et si cela était, il n'aurait guère de chance d'être traité sur place.

Ce n'est quand même pas gai d'être colonisé !

J.G.

(1) L'oxyde de titane sert essentiellement à préparer des pigments pour les peintures et encres d'imprimerie. Le métal, léger, va voir son importance croître dans les domaines de l'aviation supersonique ou des équipements anticorrosion. Le zirconium doit voir son importance augmenter dans le domaine de l'isolation.

L'ÉCOLE DE PLOGONNEC:

UNE AFFAIRE POLITIQUE

L'AFFAIRE de Plogonnec a fait le bonheur des échos et des journalistes en mal d'images pittoresques: « la Bretagne rétrograde où sévit encore la guerre scolaire », « la Bretagne où règne la lutte religieuse »... On se serait cru plongé au temps du « P'tit Père Combes »...

Nos lecteurs connaissent la genèse de l'affaire (voir le Peuple Breton n° 132, avec l'article de l'institutrice de Plogonnec et n° 153). Résumons-la cependant. Fermée depuis 23 ans, l'école publique de Plogonnec dans le Sud-Finistère aurait du rouvrir il y a plus de 2 ans, nombre de familles souhaitant voir leurs enfants scolarisés au bourg et à l'école laïque. Mais à cette volonté populaire et légale s'est opposé le maire réactionnaire Jean Philippe, soutenu à fond par le député gaulliste de la circonscription, M. Guermeur. Il a fallu toute l'obstination de la population, des syndicats d'enseignants, des parents d'élèves, il a fallu une manifestation des familles concernées à Quimper, il a fallu le coup d'audace de « faire la rentrée » dans des classes improvisées, logées sous un chapiteau de bal faisant eau pour que s'amorce un repli des réactionnaires et que se dessine la victoire.

UNE AFFAIRE POLITIQUE

Car loin d'être une « affaire religieuse » comme la presse parisienne l'a complaisamment rapportée, l'affaire de Plogonnec est avant tout politique. Il existe des municipalités réactionnaires hostiles à l'école publique et qui se servent de la « guerre scolaire » pour mieux diviser les travailleurs. Dans l'affaire de Plogonnec, ce qui s'oppose c'est bien la droite et la gauche. En veut-on des preuves ?

C'est Guermeur, le « dur » gaulliste, député U.N.R., qui se prétend champion de la liberté d'enseignement et qui incite publiquement la municipalité de Plogonnec à ne pas céder « aux pressions des judéo-marxistes »... Un langage qu'on entendait beaucoup entre 1940 et 1945...

C'est Philippe, le maire « démissionnaire » après l'installation du chapiteau, qui déclare ironiquement: « Nous sommes soulagés. Je pense que maintenant tout ira tout seul avec le Parti communiste et la Fédération Cornec ».

Et Maître Cornec, Président du Conseil des Parents d'Elèves des écoles publiques pouvait dire à Plogonnec le jour de la rentrée: « Le Maire peut dire ce qu'il veut; il a mis des arguments politiques en avant pour empêcher cette réouverture ».

Affaire politique donc, où tous les coups bas ont été essayés (on a tenté de dresser les utilisateurs du terrain de sport occupé par l'école provisoire contre les « laïques »; le conseil municipal de droite a décidé de surseoir aux travaux prévus pour la restauration de l'école du hameau de Saint-Albin, la seule école laïque de la commune à 7 kilomètres du bourg; la municipalité fournit des tables à la cantine de Saint-Albin... mais pas de chaises!, etc...).

LA RESPONSABILITÉ DU PREFET

Mais cette affaire a un autre intérêt. C'est de montrer la grave responsabilité du préfet du Finistère. Celui-ci en effet après avoir approuvé au Conseil départemental de l'enseignement primaire le 18 avril 1975 la proposition de réouverture de l'école refuse de faire respecter la loi pendant près de deux ans! Le rapport de l'inspecteur d'académie Morel que nous publions ci-contre intégralement date du 30 juin 1975. Ce document prouve que depuis cette date le préfet du Finistère avait en main toutes les données techniques et légales de la situation. Pourtant en mai 76, interrogé sur ses intentions, il se bornait à préciser que le maire de Plogonnec lui avait confirmé son opposition antérieure à la réouverture de l'école publique...

Il en est ainsi dans la république giscardienne où les préfets à poigne savent être étonnamment modérés lorsqu'il s'agit de faire appliquer la loi aux amis du gouvernement. Pour cela aussi, l'affaire de Plogonnec a valeur d'exemple politique.

R.L.

Académie de Rennes
INSPECTION ACADEMIQUE
DU FINISTERE

Quimper, le 30 juin 1975

L'Inspecteur de l'Académie
de Rennes,
en résidence à Quimper

à Monsieur le PREFET
DU FINISTERE
Direction des Affaires scolaires
et culturelles - 1er Bureau
29107 QUIMPER
Secr. Gén./DG - N° 1106

OBJET:
PLOGONNEC
Réouverture de l'Ecole Publique

L'Ecole Publique mixte du bourg de PLOGONNEC avait été fermée par arrêté de M. le Ministre de l'Education Nationale, en date du 8 juin 1956. Cette fermeture était cependant effective depuis la rentrée scolaire de 1953-54.

En 1974, 17 parents représentant 33 élèves, réclamaient « pour la rentrée prochaine » — c'est-à-dire pour septembre 1974 — la réouverture de cette école et « s'engageaient à y renvoyer leurs enfants ».

J'ai donc fait part à M. le Maire, en mai 1974, de ce souhait d'une partie de la population de sa commune et lui ai demandé de bien vouloir envisager, dans l'avenir le plus proche possible, de mettre en place, au chef-lieu communal, les moyens nécessaires à l'accueil de ces 33 enfants, conformément à l'article 11 modifié de la loi du 30 octobre 1886 le demande expressément.

Après avoir procédé aux consultations prescrites aux articles 3 et 4 du décret du 7 avril 1887, d'une part celle du Conseil municipal (délibération favorable en date du 13 mars 1975), et d'autre part, celle de la délégation départementale de l'Education Nationale, j'ai décidé de proposer au Conseil Départemental de l'Enseignement Primaire, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 30 octobre 1886, modifiée par l'article 3 du décret n° 62-624 du 26 mai 1962, et à celles de l'article 4 du décret du 7 avril 1887, la réouverture à PLOGONNEC-bourg d'une école mixte à une classe à compter de la rentrée de septembre 1975.

Cette proposition a été adoptée à l'unanimité de ses membres présents par ledit Conseil dans sa séance du 18 avril 1975. L'Arrêté de M. le Recteur d'Académie prononçant cette réouverture est daté du 6 mai 1975.

Les démarches entreprises par nos soins auprès de M. le Maire de PLOGONNEC depuis plus d'un an déjà, afin de rechercher les moyens matériels à mettre en œuvre pour la réouverture de l'Ecole Publique du bourg, sont restées vaines. M. le Maire a déclaré à Mme l'Inspectrice, à son Conseil, ainsi qu'à la Presse qu'il ne voyait pas pourquoi il y aurait lieu actuellement d'ouvrir un 4^e école dans la commune, ce qui constituerait une charge insupportable pour son budget.

Une nouvelle délibération du Conseil Municipal de PLOGONNEC en date du 26 mai 1975, confirme malheureusement cette hostilité, puisque « par 11 bulletins non, 1 oui, et 2 bulletins blancs », le conseil se déclare défavorable à la réouverture envisagée.

Les arguments avancés par M. le



Cliché Le Peuple Breton / Pascal Né.

Le chapiteau qui sert provisoirement d'école laïque.

Maire au cours des entretiens qu'il a eus soit avec l'administration, soit avec des organisations syndicales et politiques ne peuvent évidemment nous satisfaire. En effet, si M. le Maire déclare que l'existence de 3 écoles à PLOGONNEC suffit aux charges municipales, il faut remarquer que deux de ces écoles sont des établissements privés sous contrat simple — qu'elles sont implantées au bourg — et que la 3^e, la seule école publique, fonctionne au hameau de St-Albin, situé à plus de 6 km du chef-lieu. Cette commune de près de 2500 habitants, à 11 km de Quimper, n'a d'autre école publique que celle d'un hameau, qui serait plutôt, tout au moins dans la pratique, une école intercommunale.

Les charges réelles dont M. le Maire fait état sont, les unes obligatoires, celles qui concernent l'Ecole publique de St-Albin; les autres, facultatives, qui concernent les écoles privées. L'on ne saurait donc avancer le terme de « charges insupportables pour le budget communal » pour refuser de faire face à des dépenses obligatoires, lorsqu'on accepte sans difficulté de participer aux dépenses de fonctionnement des écoles privées, charges essentiellement facultatives.

L'existence d'une école publique à 6 km du bourg ne saurait non plus être considérée comme suffisante, ni la proposition de M. le Maire d'y faire conduire éventuellement, au moyen d'un service de transport scolaire, les enfants du bourg qui souhaitent être accueillis dans une Ecole Publique, être déclarée acceptable.

J'ai l'honneur en conséquence, de vous demander, Monsieur le Préfet, en tant qu'autorité de tutelle, de bien vouloir rappeler à M. le Maire de Plogonnec :

« que toute commune est tenue de pourvoir à l'établissement de maisons d'école au chef-lieu et dans les hameaux ou centres de population éloignés dudit chef-lieu ou distant les uns des autres de 3 km, et réunissant un effectif d'au moins 20 enfants

d'âge scolaire » (loi du 20 mars 1883, article 8).

« Que lorsque la création d'une école aura été décidée conformément aux lois et règlements, les frais d'acquisition, de construction et d'appropriation des locaux, ou les frais de location de l'immeuble, ainsi que les frais d'acquisition du mobilier scolaire constituent pour la commune une dépense obligatoire ».

Je me permets d'ajouter qu'en cas de carence communale, ce qui me paraît devoir être le cas pour PLOGONNEC, la loi du 10 juillet 1903 y a pourvu.

« A défaut par une commune de pourvoir à une installation convenable du service scolaire dans les conditions prévues au titre II de la loi du 30 octobre 1886 et à l'article 8 de la loi du 20 mars 1883, le Préfet prend les mesures utiles à cette installation et à l'acquisition du mobilier scolaire ».

Je vous serais très reconnaissant, en conséquence de bien vouloir engager dès maintenant la procédure prévue par la loi, pour substituer à l'administration municipale défaillante de PLOGONNEC celle de l'autorité de tutelle, à savoir que :

— la mise en demeure prévue par les articles 8 et 9 de la loi du 20 mars 1883

— la procédure de construction d'office, si la mise en demeure ci-dessus visée reste vaine (loi du 10 juillet 1903, articles 1 et 2).

A noter que les techniques nouvelles peuvent accélérer cette procédure puisqu'elle pourrait être limitée à l'acquisition d'un terrain, et à l'implantation d'éléments préfabriqués.

J'ai cru devoir rappeler toutes ces considérations pour vous demander de bien vouloir mettre tout en œuvre, notamment la procédure prévue par les règlements en vigueur, pour que la réouverture de l'Ecole Publique mixte du bourg de Plogonnec soit

rendue possible à la prochaine rentrée scolaire.

Je crois devoir vous signaler que des réactions de familles concernées, des Associations de parents d'élèves, des syndicats d'enseignants, des Délégations départementales — voire des organisations politiques — se produiront certainement si la réouverture officielle de l'école publique du bourg de Plogonnec ne peut être effective à la prochaine rentrée. Les réactions seront d'autant plus vives que les locaux et les équipements de cette école ont été — de manière illégale — détournés de leur destination normale (1).

Je me permets, Monsieur le Préfet, de vous demander de bien vouloir accorder à ce problème toute l'attention qu'il mérite et de tout mettre en œuvre pour qu'une solution favorable intervienne en temps utile afin que la partie de la population de Plogonnec qui souhaite mettre ses enfants à l'école publique du bourg voit satisfaite cette légitime revendication et pour que soient évités des incidents qui viendraient compliquer, dans notre département, une rentrée qui s'annonce déjà fort difficile.

L'Inspecteur d'Académie :
Signé : E. Morel.

(1) L'administration municipale de Plogonnec a disposé, sans votre autorisation (procédure de désaffectation) et sans l'accord des responsables du Ministère de l'Education, à des fins étrangères à l'enseignement, des locaux des deux anciennes écoles publiques du bourg, pour en faire soit une Maison de la Jeunesse, soit des parkings, soit des logements d'habitation pour des particuliers, soit encore pour permettre à une autre administration d'y installer certains de ses services, et qu'en outre, les autorités municipales déclarent « ne pas savoir » ce qu'a pu devenir le matériel et le mobilier scolaire de ces deux écoles.

SAINT-NAZAIRE

L'EMPLOI EN SURSIS

La situation de l'emploi en Bretagne est grave. C'est malheureusement une banalité. Mais on ne répètera jamais assez que ce n'est pas là une fatalité. C'est le résultat de la politique du pouvoir gaullo-giscardien qui sacrifie sans vergogne les zones périphériques de l'hexagone au profit des régions où se concentrent la puissance capitaliste et les profits maxima.

Le résultat est que l'industrialisation, absolument nécessaire à la Bretagne, est en panne. La fable de la décentralisation n'est même plus avancée par le pouvoir : on ne cache plus son échec et on admet que l'avenir breton sous ce régime se borne au tourisme... Pire, en Loire-Atlantique où avait subsisté depuis la révolution industrielle une réelle capacité productive, c'est à un véritable déménagement qu'on assiste ! Les syndicats C.G.T. de la métallurgie nazairienne viennent, au début du mois de septembre, de souligner l'ampleur des problèmes qui se posent aux travailleurs de Saint-Nazaire.

L'EMPLOI A ST-NAZAIRE ACCROISSEMENT DU CHOMAGE

Alors que le marché du travail était déjà étrié depuis des années, la situation tend à s'aggraver. Le 31 juillet on recensait 4 390 chômeurs pour la seule région de Saint-Nazaire, soit une progression de 22 % par rapport à la même époque en 1975. Sur ces milliers de chômeurs, 55 % sont des femmes et 48 % sont des jeunes de moins de 25 ans. A voir ce dernier nombre, on peut imaginer que le flot de l'émigration des jeunes Bretons n'est pas prêt de se tarir.

Il faut ajouter que ces chiffres datent de juillet : ils vont se trouver gonflés par la fin de la saison touristique qui avait procuré un certain nombre d'emplois temporaires et par l'inscription à l'Agence de l'emploi de la quasi-totalité des jeunes sortant des C.E.T. et des lycées et qui ont souvent attendu la fin des vacances pour accomplir cette démarche. En 1975, entre juillet et octobre, il avait été enregistré 1 500 demandeurs d'emploi. Il n'est pas exagéré de penser qu'à la fin septembre on comptait près de 6 000 chômeurs dans la région nazairienne !

DES DIFFICULTES DANS LA METALLURGIE

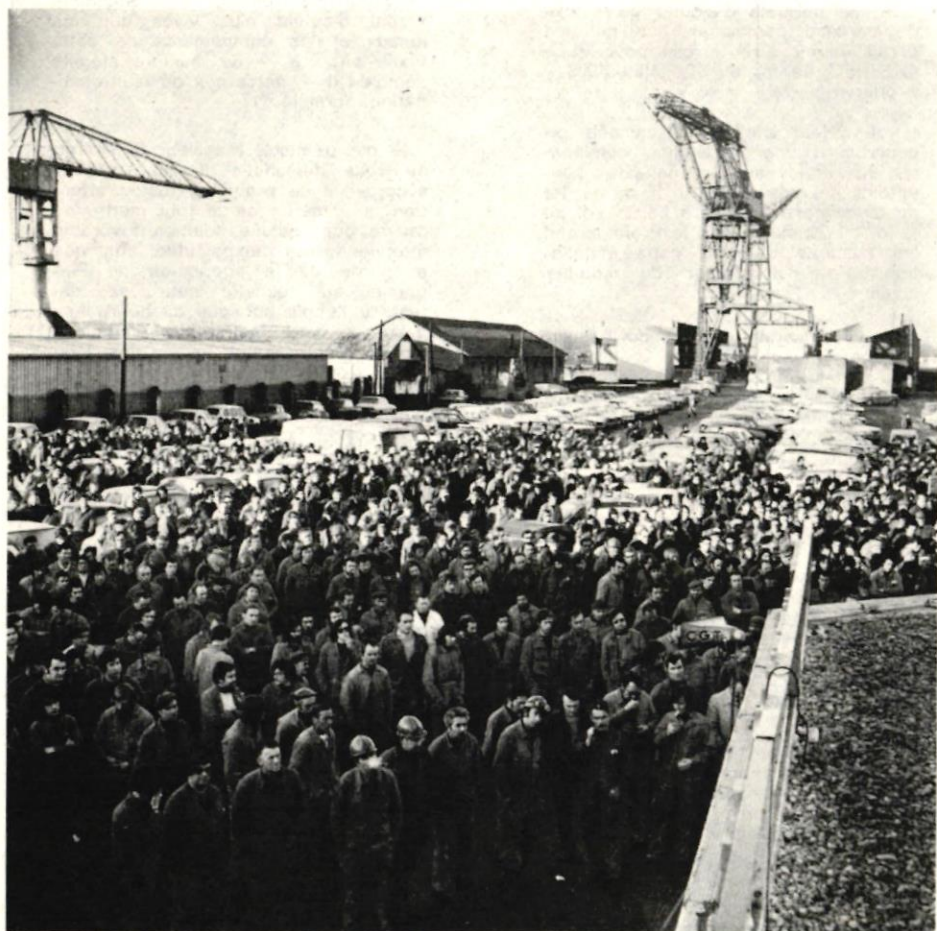
Principale activité industrielle de la ville, la métallurgie est aussi la plus touchée par la crise de l'emploi. Six entreprises connaissent en ce moment de grosses difficultés.

Aux A.F.O. (Ateliers et Forges de l'Ouest) employant 716 salariés, le chômage partiel sévit : fréquemment plus d'une centaine de travailleurs n'ont pas d'embauche. Deux navires qui devaient être réparés dans ce chantier sont décommandés et le prochain bateau ne doit arriver à quai qu'à la mi-octobre au mieux.

A la S.N.I.A.S. (aviation), les 2 970 salariés de cette entreprise subissent directement la politique d'abandon pratiquée par le gouvernement français en matière d'aéronautique civile au profit des constructeurs américains et allemands. Quel sera l'avenir de cette usine si l'on supprime son bureau d'études et les essais en vol ?

A la société Firadec (condenseurs) la direction vient de licencier tout le personnel et annonce un dépôt de bilan.

Aux établissements Quetin, après les réductions d'horaire (de 43 à 35 heures hebdomadaires), sans compen



Cliché Ouest-France

sation, les travailleurs viennent en juillet de subir le licenciement de 43 personnes. La charge actuelle de travail n'est que de 2 mois et, de plus, la licence de fabrication vient d'être rachetée par les U.S.A.

Aux C.A. (Chantier naval) on est dans l'inquiétude pour l'avenir, car la direction générale conditionne la prise de commandes à l'aide apportée par l'Etat. Or quand on connaît la politique de régression annoncée par le plan Barre, on peut légitimement craindre l'avenir.

Aux établissements "Mécanique", il y a une baisse de la charge de travail, particulièrement pour le secteur usinage de Montoir et, à court terme, on ne voit aucune perspective de reprise.

A cette liste de gros établissements particulièrement touchés, il convient d'ajouter tous les autres petits ou moyens, dont les charges de travail s'amenuisent et qui pratiquent en ce moment des réductions d'horaires sans compensation ou des compressions de personnel. Ont ainsi disparu 38 emplois à l'E.G.T., 20 à La Varoise, 15 à l'I.M.T., 35 à Cornaud-Marine-Construction. Les A.T.O. sont en voie de disparition, Gueriff et Vinouze-Lange en difficulté...

DES PROMESSES FALLACIEUSES

Telle est la réalité à laquelle sont confrontés les travailleurs de la métallurgie nazairienne. Inquiets de leur avenir, de celui de leurs enfants, ils n'ont en contrepartie que les promesses lénifiantes du pouvoir. En 1975, lors de la liquidation de la SEMM-SOTRIMEC, le préfet de région avait annoncé pour calmer les esprits l'implantation d'usines nouvelles et la création de milliers d'emplois.

Que sont devenues ces promesses solennelles ? Chez "Eaton" l'usine est terminée, mais sur 1 033 emplois annoncés, elle en a créé 100. A la "Technip", dont les bureaux d'études sont actuellement en construction, il y aura une centaine d'emplois (dont 50 en provenance de la région parisienne). Sur les 250 prévus. La promesse de l'implantation de la firme "Doris" n'est plus qu'un souvenir... L'implantation d'un terminal méthannier, présentée comme pouvant favoriser la création d'industries, n'est qu'au stade du projet.

Ainsi se traduit dans la région la plus industrialisée de Bretagne la politique de gabegie d'un gouvernement qui défend les intérêts des trusts multinationaux et des grandes firmes capitalistes françaises. La lutte des ouvriers nazairiens, en liaison avec les autres travailleurs bretons, ne se relâchera pas pour mettre fin à ce régime et pouvoir, enfin, vivre de leur travail au pays. ■

O.R.T.F. : REFUS DE LA REDEVANCE

UN COMMUNIQUÉ DE L'U.D.B.

L'Union Démocratique Bretonne apporte son soutien affirmé à l'initiative de l'association Radio Télé Brezhoneg refusant de régler la totalité de la redevance radio-télé pour protester contre la place qui est réservée à la langue bretonne dans les programmes de l'ex-O.R.T.F.

L'Union Démocratique Bretonne demande en particulier à ses militants et sympathisants d'apporter leur chaleureux appui à Youenn Gwernig lors de la vente saisie de son mobilier.

L'Union Démocratique Bretonne rappelle que les Bretons qui revendiquent une place normale pour leur langue à la radio et à la télévision ne font qu'exiger une liberté démocratique fondamentale, garantie par tous les organismes internationaux, par la déclaration des droits de l'homme, liberté quotidiennement bafouée par la radio et la télévision françaises.

PROVINCE...

Le critique du cinéma Robert Benayoun connaît, paraît-il, fort bien la langue anglaise. Interrogé, lors du festival du film américain de Deauville sur le « problème » de la version originale et de la traduction des dialogues, il marqua nettement sa préférence pour la première manière. Mais, ajouta-t-il, « je conçois qu'il soit important que les spectateurs de province puissent avoir accès à tous les films, et que donc la traduction soit nécessaire... »

Familier des images, Robert Benayoun en a certainement une toute faite concernant « la province », qui commence visiblement là où s'arrête le bout de son nez ; mais nous, qui sommes encore bien plus loin de la lumière parisienne, et plongés par le fait même dans un obscurantisme encore plus indélébile, nous ne pouvons qu'être amers : à peine sommes-nous parvenus à nous débarrasser du breton et à employer correctement le français, voilà qu'on nous reproche de n'entendre que lui !

de Bretagne

CHIFFRES POUR UN COMBAT

La pêche bretonne, dont la crise a atteint un stade aigu depuis un an, n'est pas un secteur marginal, dont on pourrait admettre avec sérénité la disparition :

Sur les 31 460 marins résidant en Bretagne, 15 520 exercent leur activité à la pêche (37 %). Encore ces chiffres ne portent-ils que sur quatre des cinq départements bretons. Il faut leur ajouter 1 585 exploitants du domaine public maritime, qui n'ont pas le statut de marins ainsi que 2 050 employés à la conchyliculture et 2 750 saisonniers ou occasionnels.

21 900 personnes vivent ainsi de la production des pêches maritimes.

Cette activité crée des emplois à terre ;

— personnels des armements	: 525
— personnels des halles de marée	: 406 + 347 occasionnels
— chantiers de construction	: 1 342
— conserverie	: 5 307 en tout
— glace	: 113
— mareyage	: 2 191

Sans compter les transports routiers, poissonniers, fabricants de filets, réparateurs, sous-traitants...

(Chiffres cités par l'Etablissement Public Régional, Région Bretagne)

Brèves

« VOTEREZ-VOUS POUR UN MAIRE HOSTILE A LA BRETAGNE ? »

Le mouvement B 5 (pour une Bretagne formée de ses 5 départements) diffusera en Loire-Atlantique des affichettes appelant les électeurs à refuser leur suffrage aux maires n'ayant pas pris clairement position en faveur de la réunion de la Loire-Atlantique aux autres départements bretons.

PB

ROSPORDEN :

Menaces de licenciements
30 travailleurs risquent une mise à pied à la conserverie « Les Propriétaires Réunis ». L'entreprise connaît le chômage partiel depuis début juillet.

PB

« POUR VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS »

Rassemblement organisé par les syndicats C.G.T. - C.F.D.T., le 23 octobre à Nantes.

PB

ENVIRONNEMENT : RIEC/BELON

« Au train où vont les choses, nos enfants et petits-enfants ne pourront plus accéder à la côte » : un marin pêcheur.

Les inscrits maritimes réclament la destruction d'ouvrages privés empêchant l'accès au littoral. Ils déclarent : « Si ces travaux ne sont pas détruits, nous nous chargerons nous-mêmes de les détruire. »

PB

APRES LES ILES, LES PRESQU'ILES :

res. 54, Du
de la Liberté, Rennes. Tél. 14 1
(99) 79.13.30. 29217

PRESQU'ILE à vendre en Bretagne

1 ha 1/2, près de Lannion
avec

MANOIR
20 pièces, 500 m²
1.500.000 F

LEGIM, 75, rue Legendre
PARIS, 17^e

D.R.

LE PROBLÈME DE BREST A

FINISTÈRE

LE FOLGOET : REPRESSION DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Les dirigeants de l'enseignement privé du Finistère se sont particulièrement fait remarquer par leur sectarisme et dans certains cas, leur fanatisme, pendant le mois passé. En refusant au directeur d'école Pierre Joncour une mutation qui lui revenait de droit, ils n'ont pas cherché d'excuse : oui, ils bafouaient une convention collective ; oui, ils admettaient volontiers qu'ils sanctionnaient les idées « subversives » d'un militant syndicaliste, mais ils s'en moquaient radicalement. Pour eux, il s'agissait de créer un précédent : pouvoir priver de son travail quiconque ne pense pas juste.

A l'appel de la C.F.D.T., un millier de maîtres de l'enseignement privé du Finistère ont fait grève, contre la chasse aux sorcières de ces prêtres et frères de choc qui n'hésitent pas devant les moyens, calomnie, sous-entendus, pressions sur les parents pour démolir un homme. En toute charité chrétienne, il s'entend...

LOIRE-ATLANTIQUE

BRAIS : ENCORE UNE FERMETURE D'USINE !

Le 15 septembre ont été annoncés la fermeture de l'entreprise Firadec et le licenciement immédiat de ses 96 salariés, dont 85 femmes. Cette firme serait en déficit, mais les syndicats font remarquer que selon le bilan 1975, l'entreprise avait réalisé un bénéfice de 152 000 francs et que selon les déclarations du P.D.G. avant le départ en congés, la situation était satisfaisante. En mars 1976, la direction annonçait des investissements !

Comment expliquer cette liquidation ?

La réalité est sans doute toute autre que celle que l'on annonçait aux salariés. De plus le groupe « Précis », majoritaire à 80 % dans l'entreprise était intéressé par une fabrication exclusive de la Firadec : des condensateurs au tantale. L'objectif de « Précis » n'a-t-il pas été de liquider un concurrent ?

ILLE-ET-VILAINE

RENNES : PROCES DES ETUDIANTS NANTAIS

Le 12 juillet dernier, 25 étudiants comparaissaient à Nantes devant le tribunal correctionnel au titre de la « loi anti-casseurs » à la suite d'une manifestation qui avait occupé le théâtre Graslin. 24 d'entre eux furent relaxés.

Mais le procureur a fait appel de cette décision, ce qui montre que le pouvoir veut obtenir des condamnations « exemplaires ».

Le procès aura lieu le 7 décembre prochain à Rennes. Affaire à suivre.

MOR-BIHAN

LORIENT : TOUJOURS LE CHANTAGE

« Bretons, contentez vous de vos salaires ou bien nous construirons nos usines ailleurs ».

Ces propos rapportés dans un tract du syndicat C.G.T. après un entretien avec la direction de la S.B.F.M. sont ceux de M. Vernier Paillez, P.D.G. de la Régie Renault en visite à Lorient avant le départ en congé. La S.B.F.M., Société Bretonne de Fonderie et de Mécanique a été construite par Renault après la fermeture des forges d'Hennebont.

Mais les 1 300 travailleurs ne bénéficient pas des avantages des autres usines puisque la S.B.F.M. n'est pas intégrée au groupe Renault, et c'est une de leurs principales revendications.

Alors évidemment on essaye d'impressionner le personnel par des menaces qui effectivement ne laissent personne indifférent surtout sur la zone industrielle de Kerpont que l'on appelle aussi cimetière, depuis les fermetures de Marcesche, Polybois et SOGEMAT.

En ce qui concerne la lenteur du rattrapage des salaires de la S.B.F.M. par rapport à la Régie, c'est le scénario habituel.

Localement le P.D.G. accuse la direction parisienne de tout bloquer. Par contre M. Vernier Paillez rejette cette responsabilité sur le patronat lorientais qui exerce un chantage pour maintenir les salaires de la S.B.F.M. au même niveau que ceux de la région.



La S.B.F.M.

Au sujet des embauches, la direction fait une grosse publicité pour ce qu'elle a réalisé cette année (grâce à l'action tenace des travailleurs), mais passe sous silence la présence des « smicards » de l'agence intérimaire B.I.S. que l'on peut virer quand on veut et sans préavis.

C'est pratique pour sélectionner un personnel docile et pour faire croire que l'on embauche à tour de bras à la S.B.F.M.

COTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC : LUTTE ANTI-RACISTE

Après avoir remporté cet été des succès (dont l'interdiction des jeux « outspan » sur le podium d'Europe n° 1), le comité anti-Outspan prépare une semaine sur l'Afrique du Sud, du 25 au 31 octobre. Des films sur l'apartheid seront projetés au FAC et dans les établissements qui le demanderont.

Chronique réalisée ce mois avec la collaboration des Fédérations U.D.B. de Brest, Loire-Atlantique et Lorient.

Brèves

SICA — ST-POL-DE-LEON

En raison de la sécheresse, 28 licenciements ont été décidés. Le travail hebdomadaire de certains salariés est tombé à 10 heures.

PB

ENSEIGNEMENT::

Rentrée chaude à Pont-l'Abbé

Trois classes pour 135 élèves. Depuis un an l'Association des parents d'élèves réclame en vain l'ouverture d'une quatrième classe. Devant l'inertie des pouvoirs publics une occupation des locaux est décidée.

PB

PECHE

La pêche bretonne exporte vers l'Afrique.

Création à Concarneau d'un atelier de conditionnement du maquereau et du chinchard, destinés à l'exportation au Nigéria et en Côte d'Ivoire.

Cela permettra-t-il de stopper l'hémorragie de la flotte concarnoise ?

- 1971, Concarneau possédait 105 chalutiers,
- 1976, 61 subsistent encore.



PB

ARSENAL DE BREST :

Pendant l'année 1976, 800 emplois ont été supprimés.

PB

MARINE MARCHANDE :

Le personnel navigant s'inquiète de son avenir. De nombreux armements vendent ou désarment leurs navires en raison de l'exploitation déficitaire de certains d'entre eux, ce qui n'est pas compensé par la construction de nouvelles unités.

PB

« PAS DE RADIO, PAS DE REDEVANCE »

Création du comité « Radio-Télé Brezhoneg » dont les membres appellent à refuser le paiement de la redevance, tant que le breton n'obtiendra pas sa place légitime à la radio et à la télévision.

La vie de l'U.D.B.

Les publications de l'U.D.B.

LE PEUPLE BRETON

La nouvelle formule de notre journal a été présentée au club de la presse de Rennes le 16 septembre par le responsable-presse Ronan Le Prohon et par le responsable-illustration du P.B. Les journalistes bretons se sont montrés très intéressés par notre publication et notre parti qui abordaient ainsi une politique nouvelle de relations publiques.

POBL-VREIZH

Parcourez donc une collection complète du Peuple Breton. Sans doute serez-vous surpris de ne pas y trouver le moindre article en breton. La raison en est simple : jamais le P.B. ne s'est laissé aller à reléguer la langue bretonne au trop classique « korn ar brezhoneg ». Dès que cela lui a été matériellement possible, l'U.D.B. a créé « Pobl Vreizh », seul journal politique entièrement en breton : à ses débuts, en 1970, une unique feuille ne comportant guère que des traductions du P.B. ; aujourd'hui un journal de huit pages, autonome, publiant des articles originaux dans une langue dont nos adversaires eux-mêmes ne peuvent nier la qualité, ayant un responsable au Bureau Politique et sa propre équipe de rédaction.

AN EMSAVER

Si vous voulez recevoir « An Emsaver », il vous faudra adhérer à l'UDB. Ce périodique interne au parti a bien évolué depuis son origine : de quelques feuilles ronéotées paraissant plus ou moins régulièrement, il est devenu un mensuel imprimé dont le rôle est de tenir les militants au courant de la vie du parti et de les dynamiser sur les actions entreprises.

du Bureau Politique et du Comité Directeur sont consignés dans ce bulletin soigneusement ronéoté par le service des affaires intérieures. « Ar Strollad » est imprimé sur des papiers couleur qui permettent une utilisation en fiches dans les fédérations. Le bulletin est en effet adressé tous les mois gratuitement aux bureaux fédéraux, aux sections, aux membres du Bureau politique. « Ar Strollad » est l'indispensable moyen du contrôle démocratique dans le parti.



AR STROLLAD

Septembre 1976 a vu la parution du numéro 17 d'« Ar Strollad » bulletin officiel intérieur de l'U.D.B. Depuis plus d'un an en effet, les débats et les votes

MEIN HARZ

40 pages sous une forte couverture illustrée : c'est ainsi qu'en mars 1976 les militants découvrent « Mein Harz » la nouvelle revue interne de formation théorique de l'U.D.B. Ce premier numéro était consacré à l'une des questions-clé de l'avenir breton : l'industrialisation de notre pays.

La déclaration de Brest

Publiée en trois langues : Français, Anglais, Espagnol, cette brochure éditée en Suisse est l'équivalent pour les peuples d'Europe occidentale de la Convention du Morne-Rouge pour les territoires français et départements d'Outre-Mer.

Le 3 février 1974 à Brest se sont réunis les représentants du Sinn Féin pour l'Irlande, de l'Union do Poble Galego pour la Galice et de l'U.D.B. pour la Bretagne. Cette réunion aboutit à la publication d'une plateforme politique de portée internationale, anti-impérialiste, instrument indispensable de la lutte révolutionnaire anti-capitaliste. L'impérialisme espagnol n'a d'ailleurs

pas sous-estimé la force que représente cette Déclaration de Brest pour les peuples opprimés ; en effet un camarade basque, possesseur de la brochure a été emprisonné. Etre signataire de cette charte consue pour nos camarades galiciens un motif de condamnation.

Aujourd'hui sont signataires de cette déclaration : U.D.B., U.P.G., Sinn-Fein, I.R.A., H.A.S. (Pays Basque), E.C.T. (Catalogne) et plusieurs organisations socialistes envisagent de se joindre à leur camarades irlandais, galiciens, basques, catalans et bretons.

Une brochure indispensable à tout militant.

Le second numéro en préparation sera consacré à la réflexion sur le thème « lutte de classes et lutte de libération nationale ». Ainsi « Mein-Harz » (ce qui signifie bornes, jalons, repères) est bien parti pour être digne de l'ambition de ses responsables : être par l'information, l'étude, la critique et la libre discussion, l'instrument d'une meilleure formation de tous les militants de l'U.D.B.

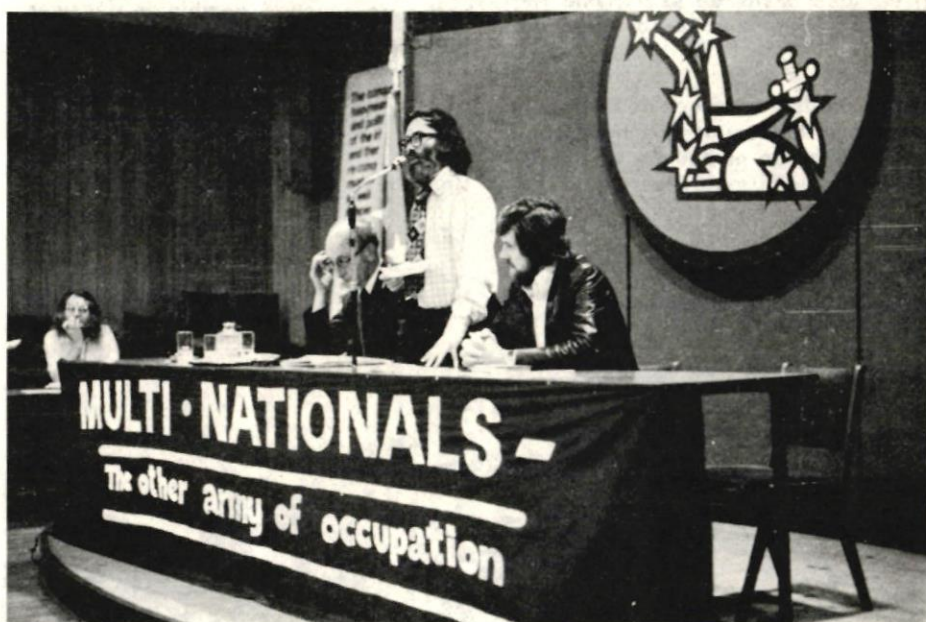
La mise en vente dans le public de cette revue, pour le moment interne est à l'étude. Chaque numéro reviendrait à peu près à 10,00 F.

IRLANDE

1916-1976

LA DEUXIÈME ARMÉE D'OCCUPATION

Par Yann Daumer,
représentant de l'U.D.B.
et envoyé du Peuple Breton.



Le Peuple Breton

BROCHURES

L'U.D.B. a édité pour l'instant 5 brochures. L'une (consacrée à l'agriculture) est épuisée. Une 6e brochure, éditée par la fédération du Centre-Bretagne est en préparation. La politique d'édition de nombreuses brochures devrait s'accélérer dans les mois qui viennent.

L'U.D.B. ET LA RAFFINETTE DE BREST

On se souvient du battage publicitaire que les notables brestois firent autour de l'implantation à Brest d'une raffinerie pétrolière. Ce fut l'une des multiples promesses non tenues du pouvoir gaulliste et pompidolien. L'U.D.B. fut l'une des premières formations politiques à pendre parti contre le projet des notables. Autant nous avions réclamé une véritable industrialisation de Brest, avec un port pétrolier et une industrie traitante, autant nous devons nous opposer à ce que nous appelâmes la « raffinette » ! Notre dossier technique montrait en effet qu'en échange de la création hypothétique de quelques centaines d'emplois, c'était plusieurs milliers d'emplois qui disparaîtraient dans les secteurs de la pêche et de l'ostréiculture.

Cette brochure subsiste comme un vivant exemple d'un juste combat contre le bluff des notables de la colonisation... (prix : 2,00 F)

LA LOIRE ATLANTIQUE EST BRETONNE

Les lecteurs du « Peuple Breton » savent que depuis 12 ans, nous n'avons pas cessé de lutter contre la partition de la Bretagne. Des études du P.B. ont montré que Ouest et Bretagne ne se confondent pas, « que sous un terme vague on écrase le malheur précis d'un peuple précis » (Morvan Lebesque). D'autres ont établi avec rigueur le caractère breton de la Loire-Atlantique. Inspirée par ces dernières études, cette brochure a été rédigée par les militants nantais de l'U.D.B. et éditée en 1976. Illustrée et présentée sous une couverture forte, cette plaquette constitue un instrument commode de référence pour tous ceux qui n'acceptent pas le charcutage de notre pays. Dernière parue des études consacrées à ce sujet, elle est à jour et doit permettre de faire progresser la prise de conscience bretonne parmi les travailleurs de Loire-Atlantique.

BRETAGNE = COLONIE

C'est un slogan qui a fait marche ; c'est aussi le titre de la principale brochure de l'U.D.B. (120 pages), celle qui développe l'analyse du parti sur le problème breton. Le « Petit livre jaune » de l'Union Démocratique Bretonne en est à sa deuxième édition. Alternant les exposés sur l'économie, la politique, la culture et les réponses à des questions et à des objections classiques, c'est à la fois le livre du militant et celui qu'on peut consulter, si l'on veut simplement échapper à la manière capitaliste d'exposer le problème.

Du 19 au 30 juillet dernier s'est tenu successivement à Dublin et à Belfast le Festival anti-impérialiste organisé par le Sinn Féin (officiel), mouvement co-signataire, avec l'U.D.B. et d'autres organisations, de la Charte de Brest, plate-forme socialiste de la lutte contre l'impérialisme en Europe Occidentale. Le P.B. y était représenté par notre camarade Yann Daumer, membre du bureau politique de l'UDB, qui nous livre ici ses impressions.

20 juillet 1976 à Dublin : l'ambassadeur de Grande-Bretagne, M. Biggs, saute sur une mine et est tué avec l'attaché aux Affaires d'Irlande du Nord. Le très sérieux journal Le Mon-

de titre : « un meurtre inutile ». Oui, sans doute. Mais les paras en Irlande du Nord, les camps d'internement, dans une perspective de paix et de justice, ne sont pas très utiles non plus.

Les quelques jours que nous avons passé à Dublin, pendant ce 2ème Festival Anti-impérialiste, n'étaient pas consacrés à cette première armée d'occupation qui asservit encore des centaines de milliers d'Irlandais du Nord.

En effet, un demi-siècle d'indépendance n'a pas libéré le peuple de la République d'Irlande. Le capitalisme étranger a maintenu et développé son emprise, trainant derrière lui son cor-

tège de misère. Aujourd'hui, pour les socialistes du Sinn Féin, la situation est claire : les Sociétés Multi-Nationales, qui se sont implantées dans l'île grâce au Marché Commun, se comportent comme de vraies sangsues. Elles bénéficient de larges subventions à l'implantation, pratiquent des salaires parmi les plus bas d'Europe, et s'en vont si vous n'êtes pas contents ! On a l'impression d'avoir déjà vu ça quelque part, non ?

Comment les Multi-Nationales, cette deuxième armée d'occupation, peuvent-elles perpétrer ces méfaits ? Les travailleurs sont syndiqués, bien sûr, et même beaucoup plus que chez nous, à des taux de 80-90 %. Mais les traditions syndicales ont largement emprunté aux Trade-Unions britanniques, dont on sait la répugnance à considérer les conflits sociaux en termes de lutte des classes. Certes, la combativité ouvrière existe, mais elle est encore bien « encadrée » à l'américaine, et la violence organisée par les nationalistes irlandais de droite (Provos) sur des bases de sectarisme religieux ne facilite pas la solidarité de classe.

Les résultats sont assez désastreux : un chômage endémique que nous connaissons bien, un niveau de vie parmi les plus bas d'Europe. Pas de Sécu-

rité Sociale pour 80 % de la population. Si vous êtes malades, allez à l'hôpital — gratuit — mais ne vous attendez pas à recevoir des soins de première qualité : là-bas la médecine est surtout privée et payante, sans remboursement pour le malade et les médecins à temps plein sont rares dans les hôpitaux. Ces établissements sont tenus par des religieuses. Il est vrai que le catholicisme y est religion d'Etat.

La situation politique n'est guère plus brillante : Au pouvoir, une association du Fine Gael, un parti de droite du type giscardien au service direct des Multi-Nationales, et du Parti Travailleuse Irlandais, membre de l'Internationale Socialiste d'Harrold Wilson, Golda Meir, Helmut Schmidt et François Mitterand ! De temps en temps, un autre parti de droite, le Fianna Fail, représentatif d'une petite et moyenne bourgeoisie nationaliste, prend le pouvoir. Mais dans le contexte économique actuel, il n'a même plus les moyens de pratiquer sa politique protectionniste d'autrefois. Actuellement un courant progressiste dit « alternative de gauche » semble se dessiner entre le Parti Communiste Irlandais (quelques 200 membres après... 45 ans d'existence), le Sinn Féin Officiel et l'aile gauche du Parti Travailleuse.

Bref, beaucoup de travail à faire !!

En attendant, c'est par dizaines de milliers que les jeunes irlandais s'en vont aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou ailleurs. Ils y forment des « clans » qui soutiennent, moralement et financièrement le Mouvement Républicain Irlandais (Sinn Féin et I.R.A. officiels). Les chômeurs, nombreux commencent à s'organiser en dehors des syndicats. C'est ainsi que l'Union des Travailleurs Sans Emploi (U.W.A.), de création récente, commence à acquérir une certaine audience. L'U.W.A. pose clairement le problème du volant de chômeurs nécessaire au capital pour faire pression sur les travailleurs et mieux les exploiter.

Pourtant, ce n'est pas tout cela qui fait aujourd'hui parler de l'Irlande. La violence qui s'y exerce fascine bien davantage la grande presse. Pensez donc : tous les jours, « Bomb Care » (alerte à la bombe) à Dublin, sans parler de Belfast !! Ce sont les Provos qui passent à l'action : un coup de téléphone anonyme à la police et on dégage tout un quartier, on ferme les magasins. Cette violence est dépourvue de perspectives politiques claires et la population a vraiment l'air d'en avoir ras-le-bol. Le Sinn Féin officiel analyse ces attentats en termes d'infantilisme politique servant la stratégie de l'impérialisme et préfère, comme l'U.D.B., le travail politique, patient, continu, tenace. Car le point fondamental est que la partition de l'Irlande

Cliché Le Peuple Breton / Gillet



Enfants irlandais : par dizaines de milliers, ils devront partir...

de du Nord touche directement la vie de chaque Irlandais, au Nord comme au Sud.

En accordant l'indépendance à l'Irlande, la Grande-Bretagne y a conservé cette fameuse partie nord, la plus industrielle et aussi très largement peuplée de colons crispés sur leurs petits privilèges, ce qui l'empêche aujourd'hui de passer la main à un régime comme celui de Dublin, beaucoup moins coûteux que la domination directe et tout aussi efficace pour l'impérialisme. Ces colons sont sous la tutelle fascisante de l'Ordre d'Orange, sorte de franc-maçonnerie fanatiquement protestante. De là à faire du conflit irlandais une guerre de religion, il y a un pas que franchit tous les jours une presse bourgeoise qui sait bien qu'elle défend.

En réalité, la question de la partition a une dynamique politique d'une puissance étonnante. Les militants qui nous hébergeaient, Dick et sa femme Nuala nous disaient qu'on pouvait se demander si l'indépendance de l'Eire valait la peine en comparaison de ce qui se serait passé si l'Irlande toute entière était restée sous le joug britannique. La question vaut d'être posée. Sans doute aurait-on vu un adversaire plus net, l'impérialisme britannique, et son alliée locale, la bourgeoisie irlandaise.

Seulement on ne refait pas l'histoire. Si la bourgeoisie irlandaise a préféré l'indépendance et accepté la partition de l'Ulster, gageons qu'elle y trouvait momentanément son compte. Pourtant, c'est sur ce même terrain qu'elle est aujourd'hui menacée. Car la partition est dans toutes les consciences et le Pouvoir ne peut l'ignorer sous peine de basculer. Ce qui le conduit à faire semblant de soutenir d'une main les revendications nationales, tout en appliquant de l'autre une politique favorable aux intérêts britanniques. D'où un incroyable tissu de contradictions et de confusion.

Qu'on en juge : que se passe-t-il en Irlande du Sud, si vous êtes soupçonnés d'appartenir à l'I.R.A. (officielle ou provo, la police ne fait pas de différence) ? Vous passez au tribunal où un officier de police prête serment qu'il est convaincu que vous en êtes. Deux possibilités :

- Les Provos dévient au tribunal le droit de les juger. Tarif : un an de prison.
- Les officiels nient purement et simplement moyennant quoi on les libère sur-le-champ.

De même, Cathal Goulding, chef de l'I.R.A. officielle peut bien être interviewé comme tel. Il ne sera pas inquiété si lui-même ne dit pas qu'il est le chef de l'I.R.A. On laisse aux journalistes la responsabilité de leurs sources !

Mieux encore : au lendemain de la mort de Biggs, la police irlandaise est dans tous ses états. Barrages, contrôles sur les bagages avec systèmes



Cliché Le Peuple Breton / Gillet

Au Nord aussi : fouilles et contrôles des passants dans les rues...

électroniques perfectionnés pour détecter les bombes, etc. Pourtant, quand nous avons quitté l'Irlande, il n'y a eu aucun contrôle d'identité ! Gageons que les plastiqueurs sont, eux aussi, partis sans problèmes.

Mais le gouvernement irlandais participe aux conférences sur la « répression du terrorisme », les libertés individuelles subissent un redoutable grignotage légal et la police politique, à l'abri dans ses voitures, photographie tranquillement les militants dans la rue.

C'est tout cela que nous avons vu et entendu en Irlande au Festival Anti-Impérialiste de 1976. Offensif, politique et organisé, le Sinn Féin est la meilleure tradition du Mouvement Républicain Irlandais et de son leader de 1916 le grand socialiste James Conolly.

Une telle détermination, une telle ardeur, un tel amour de l'Irlande, nous font penser que la deuxième armée d'occupation, celle des Multi-Nationales, risque de connaître des difficultés comme la première, celle des paras britanniques, qui s'enlise chaque jour davantage en Irlande du Nord.

De toute façon, la bourgeoisie irlandaise risque de payer cher sa trahison, la partition de l'Irlande, prix du pouvoir — bien illusoire — qu'elle détient aujourd'hui. Qui pourrait dormir tranquillement sur les flancs d'un volcan ?

Peuples opprimés

PÉNINSULE IBÉRIQUE

En faisant à nouveau couler le sang, Franco s'était trompé. Un an après les exécutions, la prise de conscience des peuples de l'état espagnol loin d'être étouffée, ne cesse de progresser. Qu'on en juge :

— Au mois de juillet en Galice une manifestation s'est déroulée à St-Jacques de Compostelle à l'appel de l'Assemblée Nationale Populaire de Galice (soutenue par l'U.P.G.) et réunissait plusieurs milliers de personnes.

— En Catalogne, une forme de mobilisation originale s'est développée autour de la « Marxa de Llibertat » (marche de la liberté) qui s'est organisée dans l'ensemble des Pays Catalans (y compris la Catalogne-Nord) et en accord avec le programme de l'Assemblée de Catalogne. Puis à Barcelone le 11 septembre s'est déroulée la « Diada » fête nationale catalane en présence de plus de 100 000 personnes, et au cours de laquelle ont eu lieu des prises de paroles politiques dont celle d'un représentant de l'Assemblée de Catalogne.

— En Euskadi après l'attentat contre la librairie Zabal à Bayonne, les forces



Cliché Eskalbunak

Attentat à la librairie Zabal

de répression se sont encore distinguées en assassinant Jésus-Maria Zabala au cours des fêtes de Foutarrabie. Mais les réactions populaires ont été immédiates : grèves, manifestations, et même démissions de municipalités. L'activité politique n'est pas moins intense si l'on en juge par les rapprochements qui se dessinent entre les forces de gauche et démocratiques basques, face aux positions centralistes et pour le moins équivoques de l'opposition « espagnoliste » dans le cadre de la Coordination Démocratique.

CORSE

Le climat de violence qui s'est développé en Corse depuis quelques mois entraîne les inévitables actions de répression de la part du pouvoir. Répondant à l'attentat du Boeing d'Air-France, plusieurs militants corses ont été arrêtés et transférés sur le continent. Encore une fois il s'agit d'arrestations arbitraires comme celles dont furent l'objet de nombreux militants bretons il y a moins d'un an. Comme pour ces derniers, le seul fait d'être corse semble de plus en plus constituer un délit.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• H. marié, 25 ans, photographe 8 ans de métier, connaît prise de vue couleur, n. et b., 3 ans labo n. et b., 3 ans labo couleur, cherche place stable si possible en Bretagne-sud. Désire passionnément rentrer en Bretagne. Ecrire : Yvon Boëlle, 2, rue des Carrières 92150 Suresnes.

• Cadre commercial, fruits et légumes, recherche emploi en Bretagne.

Ecrire à M. LOUET Alain, La Simiane, 2, place d'En Haut 13014 Marseille.

• Jeune technicien des Méthodes du Bâtiment, 25 ans, marié, 2 enfants, cherche emploi. Accepterait poste dessinateur-mètreur. Ecrire à J.-Y. TRAVEL, 10, rue Sisley, 29200 Brest.

• Jeune homme, 29 ans, technicien en construction mécanique, projeteur I.B.E., machines-outils et aéronautique, 4 années d'expérience en R.F.A., expérience Import-Export matériel industriel. Licence d'Allemand, Anglais parlé. Étudierait toutes propositions pour départements 29 - 22 - 56. Ecrire au journal, n° 76-2.



FESTOÙ-NOS

Le nouveau P.B. a l'intention de publier désormais chaque mois gratuitement l'annonce de tous les festoù-nos qui auront lieu en Bretagne. Si vous avez connaissance d'un fest-noz, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20, de chaque mois. Parution assurée de votre annonce, dans le numéro qui suit. Précisez l'organisateur, la date, le lieu et l'animation musicale.

• 16 octobre :
à **VILLEJUIF**,
organisé par le cercle "Skleri-jenn ar mintin"

• 16 octobre
à **MONTROUGE**
organisé par "les Enfants des Côtes-du-Nord", "les Morbihannais de Paris", "les Bretons de Clichy" et "l'œuvre des vacances en Bretagne"

• 23 octobre
à **NANTERRE**,
(école Jacques Decour, 10, rue des Rosiers, près du Rond-Point des Bergères),
organisé par la fédération de Paris de l'U.D.B.

• 6 novembre :
à **ATHIS-MONS**
organisé par le cercle "Dalc'h mat"

• 6 novembre :
à **SAINT-DENIS**
organisé par le cercle "Avel a benn"

• 6 novembre :
au **SEL DE BRETAGNE**,
Veillée aux châtagnes avec conteurs, chanteurs et sonneurs de la région, organisée par le S.I., le groupe Art et Folklore, le groupement culturel breton des pays de Vilaine

• 20 novembre :
à **AULNAY**
organisé par l'Amicale des Bretons d'Aulnay

CHELON EN BRETAGNE

En première partie : **Hubert LAOT et Jean-Luc SALMON**

« **PÈRE PRODIGE** ». Une chanson, une saveur inoubliable, un premier succès. D'emblée, **GEORGES CHELON**, musicien authentique, séduit par sa sensibilité frémissante, sa voix grave et ses dons poétiques. Un souffle frais déferle grâce à lui dans une époque en plein délire « yéyé ». Poète mélancolique quelquefois désabusé, **GEORGES** sait manier parfaitement le réalisme, la satire et la tendresse.

Délicate complainte d'une sensibilité pudique à l'extrême, sonnets acides d'une impression cynique, accents feutrés d'une voix intimiste au timbre chaud, ses chansons anciennes et nouvelles respirent l'amour, la mélancolie et l'humour. Il les pares d'harmonies musicales riches et émouvantes. Auteur à la plume facile, il emploie des mots simples. Il se dévoile tour à tour doux, tendre, impudent, violent : on croit y découvrir tous les mouvements de son âme.

QUIMPER : 1^{er} OCT.
Théâtre municipal
CONCARNEAU : 2 OCT.
C.A.C.
BREST : 5 OCT.
P.A.C.
MORLAIX : 6 OCT.
Théâtre municipal
SAINT-BRIEUC : 7 OCT.
Grande salle de Robien
RENNES : 9 OCT.
Théâtre municipal
FOUGÈRES : 11 OCT.
Cinéma le Drapeau
SAINT-MALO : 12 OCT.
Théâtre municipal



HI.FI YR FAVE

1, rue de Traverse

29220 LANDERNEAU — Tél. : 85-15-98

HAUTE FIDÉLITÉ—ÉLECTRONIQUE—SONORISATION—RADIO—T.V.

EN BRETON DANS LE TEXTE

wanig ha wenig

Après la mort d'Armand Le Calvez, c'est grâce à Youenn Troal qui se trouvait alors en Bretagne, que **Wanig ha Wenig**, la vaillante petite revue enfantine créée en décembre 1958 par le directeur de **Skol Sant Erwan**, ne disparut pas.

Depuis, c'est une équipe de jeunes léonards qui a pris la relève. Tous les deux mois ils publient un numéro de dix pages contenant une histoire complète illustrée par Tudual Huon, par Erwan ou Divi Kervella. Ceux qui ont aimé **Fri Korloko** seront heureux de retrouver le coup de plume de notre ami Tudual, dans **Lilbig** (numéro 75), **Ar vorzhennig** (numéro 88) et **Prof Nedeleg Job Jalod** (numéro 90). Quant aux frères Kervella c'est incontestablement **An tort bihan e vreur hag o c'hoar** (numéro 74) qui constitue actuellement leur meilleure contribution à **Wanig et Wenig**. Il s'agit d'un conte populaire, récemment recueilli dans le Trégor, et remarquablement mis en bande dessinée par notre camarade Erwan. Les lecteurs de **Pobl Vreizh** ont souvent pu apprécier la verve et l'humour de Yann XVII plus connu sous le nom d'Erwan Kervella. Mais ici son crayon nous fait pénétrer dans un univers enchanté que reconnaîtront tous ceux qui ont lu et aimé les **Kontadennoù** de F.M. Luzel. Il serait dommage qu'il ne persévère pas dans cette voie. Une bonne douzaine de contes de Luzel mis en scène pour la bande dessinée par Erwan Kervella, voilà qui nous ferait un bel album à proposer à nos enfants. Les cours de breton eux-mêmes pourraient s'en trouver stimulés, dans bien des cas. Pour cela il faut aider **Wanig ha Wenig**.

WANIG HA WENIG
Keraloret - 29249 - GUISSENY
Abonnement 10 francs

davet ar prad du

deizleür 1974-1975
gant Youenn Troal

Après son étude sur la torture dans le monde (**Ar bourevierezh er bed**, Imbourc'h miz du 1974), Youenn Troal, qui partage depuis plus de dix ans la vie des Indiens du Pérou, nous livre avec son journal, un témoignage de première main sur la misère des hommes et des femmes qui l'entourent. Prolétaires qui mâchent du coca pour oublier qu'ils ont faim, pour oublier les taudis, pour oublier leur peur, leur

honte aussi. Dans l'église de Yanahuaya, il y a des paysans qui s'excusent toujours avant de parler leur langue keshwa !

De temps en temps, pourtant, quelques lueurs d'espoir : le Manifeste de Tiwanakou qui, en 1973, dénonce l'exploitation des Indiens par les Blancs ; le Congrès de San-Bernardino au Paraguay en 1974 et le Congrès Amérindien de San Cristobal de Las Casas à Mexico, où, selon les journaux mexicains, les Amérindiens ont fait entendre leur voix « pour la première fois depuis 400 ans ». Leur d'espérance encore chez ces jeunes villageois qui, à l'occasion du carnaval de 1975 ont montré qu'ils supportent de plus en plus mal les brutalités de l'armée.

Lueur d'espoir enfin chez cette paysanne qui n'a pas oublié les leçons de jardinage du « Padre » Youenn. Dix ans après, on récolte toujours des tomates dans le petit jardin de Yanahuaya.

DAVET AR PRAD DU
gant Youenn Troal,

publié par Imbourc'h - niverenn 73
Ecrire à Y. Ollivier, 7, bd A. Burloud
35000 RENNES
Prix de l'exemplaire : 10 francs



Rapho

Librairie "71"
29, rue J. Jaurès - NANTES
Tél. 73.82.48

Pour une culture populaire
Pour un peuple cultivé
UNE LIBRAIRIE OUVERTE ET MILITANTE



AR FALZ :

UN MOUVEMENT QUI VA DE L'AVANT

En plein milieu du stage d'Ar Falz, s'est tenue, début septembre, l'assemblée générale du mouvement. Elle a confirmé cette année encore l'évolution extrêmement positive amorcée voici 4 ans... En 1933, un instituteur haut-breton, Yann Sohler, est nommé en pays bretonnant à Plourivo : il est persuadé qu'il faut enseigner les peuples dans leurs langues.. Il lance **Ar Falz**, mouvement des instituteurs laïques partisans du breton. Il meurt deux ans après, ayant tout juste eu le temps de semer... Kerlann le remplace jusqu'à la guerre, où **Ar Falz**

entre en sommeil. En 1945, Kéravel relance **Ar Falz** : pendant vingt ans, il incarnera pratiquement seul, l'idée de gauche associée à l'idée bretonne...

L'entrée en scène des mouvements nationalitaires profite à **Ar Falz** qui, tout en restant fidèle à ses origines, connaît depuis plusieurs années un renouveau très net et enregistre des adhésions nombreuses (76 pour l'année scolaire 1975-76). L'A.G. de Huelgoat a donc été très bien suivie, et très animée. Les militants du

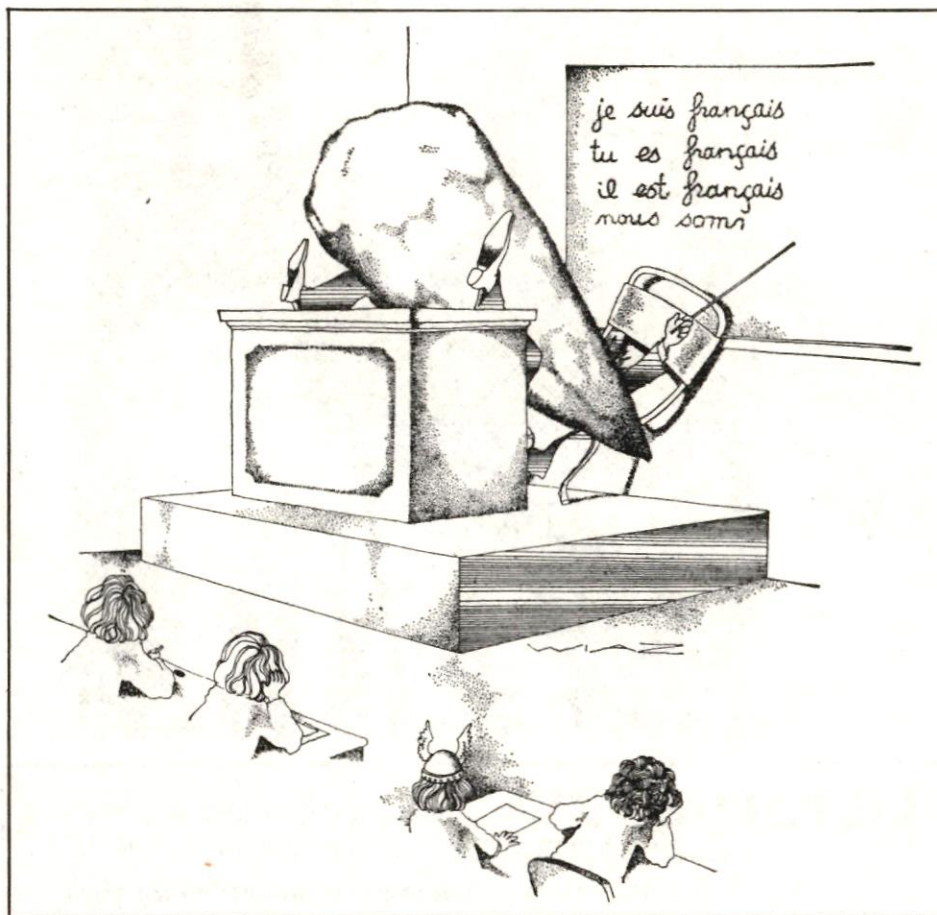
mouvement avaient à se prononcer sur un texte d'orientation où étaient proposées des définitions comme celles de **nationalité, nationalitaire, minorité nationale, nationalisme, Bretagne, région, peuple, socialisme, laïcité**. Des termes joliment explosifs ! Sans vouloir enfermer définitivement le mouvement dans un carcan dogmatique intouchable, **Ar Falz** a tranché, et levé de la sorte toute ambiguïté sur sa nature et ses orientations. A **Ar Falz** on appelle un chat un chat, et la Bretagne (aux 5 départements, cela va mieux en le disant) un peuple. Un des effets les plus immédiats de la décolonisation n'est-il pas de pouvoir se nommer ? A ce texte d'orientation présenté par le conseil d'administration (en clair : les militants élus du mouvement), a été opposé un texte très court, qui était en fait une motion de blâme au C.A. : ce texte a recueilli 13 voix ; celui du C.A. a été adopté par 103 voix.

Ar Falz s'est mis à jour et s'est clarifié. Il est et demeure ouvert à tous ceux, enseignants ou non, qui, sur le terrain culturel (et pas seulement mais y compris celui de la langue bretonne), entendent militer à gauche, sans pour autant escamoter l'idée bretonne ni leur propre identité bretonne.

La caricature du mois

DE WIAZ

DANS « LE MONDE DE L'EDUCATION » DE SEPTEMBRE 76



IFFIG

• se promenant dans les couloirs d'un hôpital brestois, a entendu cette petite conversation :

- Quel prénom vas-tu donner à ton gosse, toi ?
- Oh je sais pas, peut-être Christofle (sic), en tout cas, pas un prénom breton, on ne sait même pas comment ça se prononce !
- Tu as vu comment s'appelle le fils du boucher : oh, c'est imprononçab' ! Gou... gu... gvel... Gweltaz... imprononçab' !
- Tiens, regarde çui-ci comme il est moutig avec son fri toun !

Cliché : Le Monde de l'Education

CONSTRUIRE en BRETAGNE

par philippe lachaud

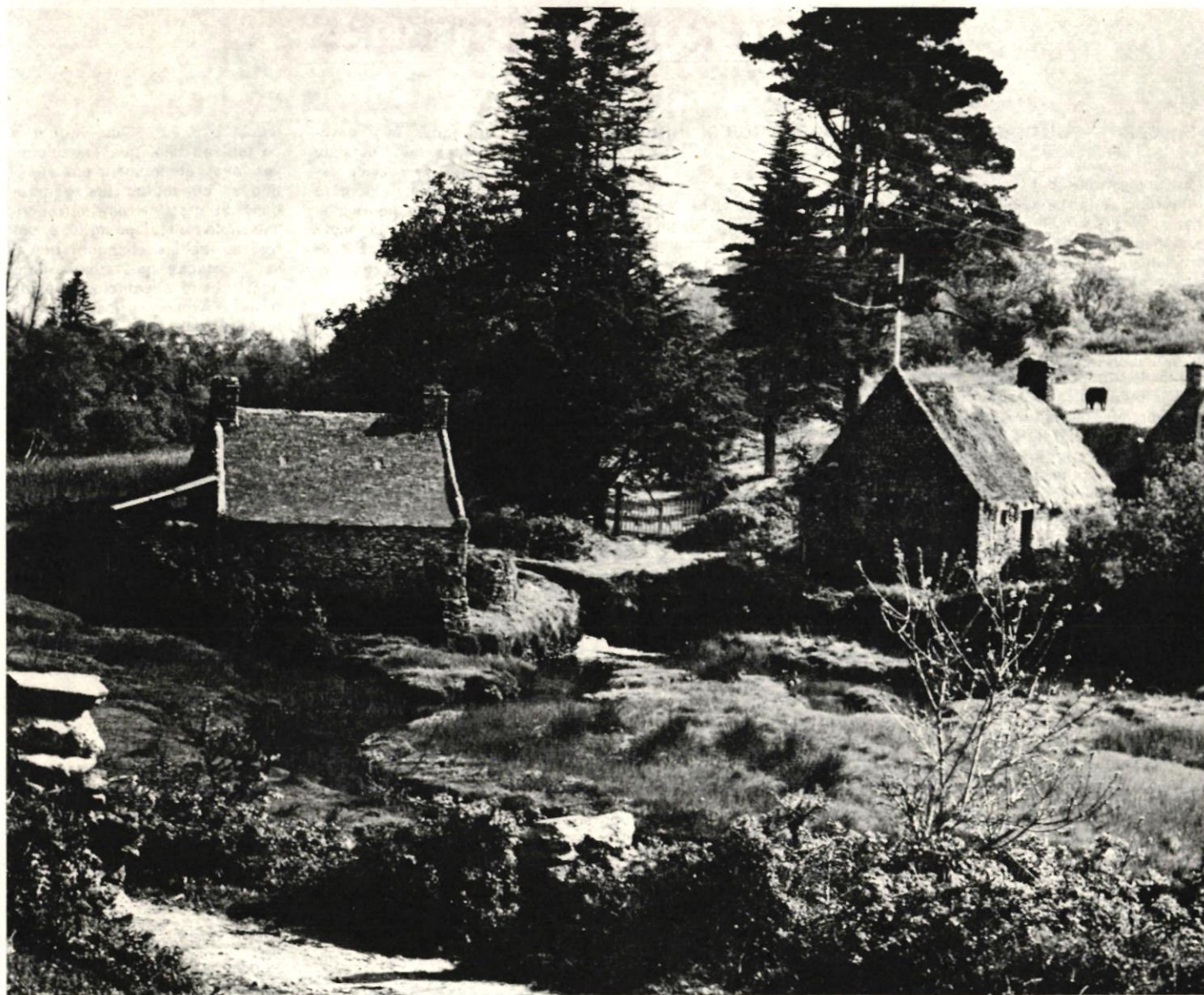


Photo Jos Le Doaré

*Moulin d'en bas-Trébabu près
du Conquet. Adaptation au site
et intelligence de son utilisation.*

ADAPTATION AU TERROIR LOCAL

Compartimentés dans les étroites vallées de la presqu'île, les civilisations paysannes s'y étaient développées de façon originale. Si les costumes ont révélé la vérité du proverbe "Kant bro, Kant giz", les modes de bâtir des différents cantons n'étaient pas moins variées, facteurs importants de diversité.

Aujourd'hui "à Dinan, aussi bien

qu'à Gourin ou Lesneven, on trouve exactement les mêmes banlieues blanches, propres... et fades. Rien ne distingue plus telle ville d'une autre : les mêmes pavillons, vous accueillent désormais à l'entrée de n'importe quelle agglomération" (Keranforest).

C'est donc tout d'abord cette richesse et cette diversité que donnait l'utilisation des matériaux locaux qu'il faut retrouver. Ce sont les produits du sol qui ont principalement donné à la maison de chaque terroir son ca-

ractère particulier. On ne peut construire une chaumière de l'Argoat à l'île de Sein ni une maison du Cap, claquemurée et ramassée, dans la riante campagne de Fouesnant.

On s'efforcera donc de voir autour de soi les matériaux mis en œuvre par ceux qui nous ont précédé, granit, schiste bleu ou vert, enduit à la chaux, moellons, bardages d'ardoises. Il n'y a pas une carte précise à tracer de ces différents usages : la transition étant toujours insensible.

(à suivre)



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

« SALUBRITE POLITIQUE »

Lu avec intérêt l'étude sur Quiberon. A propos de l'affichage, je note qu'il doit aussi exister un arrêté municipal interdisant la distribution de prospectus et l'apposition de tracts sur les pare-brise de voitures, qui doit remonter à quelques années déjà. C'est évidemment un excellent moyen pour interdire la distribution de tracts politiques ou syndicaux. Je ne connais pas les termes exacts de ce texte, mais s'il était trop général il aurait pu justifier une demande en annulation devant un tribunal administratif, car enfin la distribution de tracts est un des éléments du droit syndical. Cet arrêté municipal, comme les menaces de poursuites contre la C.F.D.T. dont votre article fait état, vise en fait moins la salubrité ou l'esthétique de la commune que des arrières-pensées politiques. A Carnac où cette distribution ne m'a pas paru interdite, le nombre de vieux papiers traînant à terre ne m'a pas semblé anormal par rapport à Vannes ou d'autres villes. Mais il est bien certain qu'à Quiberon j'ai très rarement eu l'occasion de ramasser un tract quel qu'il soit, surtout pas politique, à part les quelques documents commerciaux distribués au syndicat d'initiative...

J.L.D.
Vannes.

DÉS AFFICHES DE QUALITÉ

Je suis un professeur breton exerçant au Maroc. Je suis également lecteur occasionnel du « Peuple Breton » et collectionneur d'affiches politiques. C'est à ce titre que je permets de vous demander s'il vous est possible de me procurer quelques affiches de l'Union Démocratique Bretonne, affiches dont j'ai pu constater la qualité lors de mes vacances en Bretagne.

Y. Le Lannou,
22 - Plouha.

DU VINAIGRE POUR PRENDRE LES MOUCHES

Naguère, j'ai assisté à la naissance de l'U.D.B., 30, place des Lices à Rennes. La coupe du cordon ombilical d'avec le M.O.B. fut douloureusement ressentie, surtout par nous, les vétérans. Oui, depuis les années folles « beaucoup de scories, de boues, d'inutiles poids morts tombaient doucement au fond » encore que l'adverbe « doucement » soit un euphémisme, car beaucoup « d'inutiles poids morts » s'accrochaient désespérément aux terrains mouvants du mouvement breton.

Que l'U.D.B. soit devenu LE parti politique de la cause bretonne, je serais tout disposé à le croire. Mais puisque « le Peuple Breton » est convaincu de ce fait, pourquoi cherche-t-il tant qu'il peut à empoisonner les Bretons non moins sincères qui ne sont pas de cet avis, par exemple de S.A.V. ou de Stourm Breizh ? « Ce n'est pas avec du vinaigre qu'on prend les mouches », constatait Monsieur de Genève. Si les mouches réactionnaires ou gauchistes sont agaçantes il existe d'autres méthodes que le vinaigre pour les neutraliser. L'action pure est d'un autre pouvoir.

J'aimerais que l'U.D.B. ne renie pas ses origines et surtout ne crache pas sur sa défunte mère, le M.O.B. (Doux d'he far-donno !). En tout cas, je souhaite à l'U.D.B. la vitalité efficace du « Plaid Cymru » dont je suis membre, et du « Parti National Ecosais » que j'admire.

Yann Courtet,
Rennes

L'EAU EN BRETAGNE

Déjà vieux lecteur du P.B., c'est toujours avec le même plaisir que je reçois votre journal. Le dernier numéro, traitant entre autres des problèmes de

l'eau en Bretagne, m'a particulièrement intéressé, puisque je travaille dans un service régional d'hydrologie. J'espère que cette étude sera poursuivie en abordant tous les aspects : économique, administratif, politique...

Rennes.

Ce que nous avons publié dans le P.B. n'est que le résumé d'un article cinq ou six fois plus développé, que nous avons dû, à regret, renoncer à faire paraître in extenso, faute de place...

UN SPECTACLE PASSEISTE

Le 13 juillet, au Château de Brest, a été représentée une pièce allégorique sur la Bretagne : « Le secret d'Azénor ». Le 15 juillet, Ouest-France indiquait sous une photo du spectacle : « Troupe des élèves du Conservatoire ». Il s'agissait du Conservatoire de Brest, l'Ecole Nationale de Musique qui comporte une classe d'art dramatique dont je suis le professeur titulaire. La dénomination de cette troupe a été prise sans mon accord et, ce qui est plus grave, sans l'accord du directeur de l'école. M. G. Jarnouen qui a laissé imprimer cela m'avait proposé de travailler sous le label de mon association « Compagnie Théâtrale du Conservatoire de Brest », ce que je lui ait refusé. La raison en est simple : le texte écrit par M. Jarnouen m'a déplu et choqué, et je ne pouvais lui donner ma caution en bonne républicaine et sincère démocrate que je suis.

Mais voici le texte de cette pièce, que peu ont entendue d'ailleurs. Est-ce votre vision de l'engagement de la Bretagne dans la lutte pour le droit au travail pour tous ? Est-ce que parce que la Bretagne a gardé son visage, elle ne doit pas évoluer avec le siècle dans

lequel elle vit ? Que veut dire ce tableau final que j'ai découvert avec étonnement aux répétitions, où toutes les générations et certains partis (reconnaissables à leur poing levé, entres autres) ne changent rien à une Bretagne qui larmoie pendant tout le spectacle sous les traits d'Azénor, princesse bretonne. Pour moi, la Bretagne lutte et elle ne pleure pas. Sous couvert de poésie, M. Jarnouen est un passéiste. Je comprends toute cet révolte contre la royauté symbole du pouvoir central ; le centralisme n'est pas toujours commode à vivre, de nos jours encore. Mais est-ce une raison pour chanter « Les vieux rois » et applaudir au féodalisme ? Si j'ai mal compris le texte de M. Jarnouen, j'aimerais bien que vous m'éclairciez tout cela, vous Bretons, car l'auteur lui, n'a rien voulu trop me préciser malgré mes demandes pressantes...

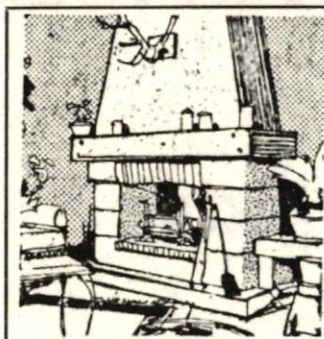
Gabrielle Centanini,
Brest.

Nous souscrivons tout à fait à votre appréciation sur le caractère passéiste de cette pièce. Mais nous ajouterons que ses qualités littéraires sont loin d'être évidentes. En deux mots, un spectacle débile sur le plan théâtre et politiquement réactionnaire.

TRADUIT EN FLAMAND

Je voudrais savoir si vous pouvez m'autoriser à traduire des textes de votre journal pour les faire paraître dans des journaux flamands ? Ce serait l'occasion pour notre peuple de mieux connaître les besoins du vôtre.

C. Roggeman-Verweirde,
Brabant.



CHEMINÉES RENÉ BRISACH

(Granit et pierres tendres)

LORIENT - Tél. : 64-58-80
72, rue Maréchal-Foch
SAINT-MALO - Tél. : 56-60-89
Bellevue Centre Commercial
QUIMPER - Tél. : 95-26-18
17 ter, rue Haute - Locmaria

*Nos annonceurs
nous soutiennent
Soutenez-les !*

en ty eoZ
e Montroulez
a zo Guinness beuz ar varriken
a chouchenn TEL : 88.07.65

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

BREIZH-BAR

Crêperie

PLOUDALMEZEAU

unico

LIBRE SERVICE

Pierre QUÉMENER
29218 Huelgoat - Tél. 93.71.11.

"au fer
hotel à cheval"
RESTAURANT Salles de réunion
LOCRONAN Tél. 91.70.67

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRENOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45F (1)

A partir du N° inclus

Li-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRENOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45F (1)

A partir du N° inclus

Li-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Edito

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Solidarité nationale ?

Photo Jean-Pierre Tartrat / Gamma



Barre - l'inflation

« Solidarité nationale ». « Impôt de solidarité » « Union nationale ». On nous rebat les oreilles de ce vocabulaire depuis quelques semaines. Et cela est bien inquiétant, car dans l'Histoire chaque fois que la droite est en difficulté, elle sait fort bien se servir de ces faux-semblants : qu'on se souvienne de « l'union nationale » qui était l'étiquette commode de tous les gouvernements de droite, anti-ouvriers, de l'entre-deux-guerres ; qu'on se souvienne de la loterie nationale (instituée pour venir en aide aux victimes de calamités agricoles...) ou de la vignette auto (émise au profit... des vieillards, comme chacun sait) !

Cette fois encore, une catastrophe naturelle — la sécheresse qui a considérablement diminué les revenus agricoles — est utilisée par le pouvoir de droite pour tenter à peu de frais une démagogique opération électorale. Il va de soi que les travailleurs de la terre ont droit à un juste revenu de leur labeur. N'oublions pas que la politique agricole du gouvernement et l'intégration au marché commun ont entraîné la stagnation du revenu des petits et moyens paysans depuis trois ans. Mais si la solidarité s'imposait, il n'était pas nécessaire pour lutter contre une injustice d'en ajouter une autre. Tout le monde sait que le régime fiscal français est l'un des plus injustes qui soit et qu'il fait porter le gros de l'effort financier sur les salariés. Ceux qui ont d'autres revenus, les plus nantis en fait, ont mille manières d'échapper à une juste imposition. Or le pouvoir a choisi d'aggraver les choses en se bornant à une augmentation des impôts déjà injustes.

A-t-on songé, à Paris, que si la sécheresse avait été pour les paysans une calamité, pour d'autres en revanche elle avait constitué une appréciable source de surprofits ? A-t-on envisagé de prendre l'argent là où il est ? Bien sûr que non.

L'impôt de solidarité n'est d'ailleurs qu'un aspect du plan Barre. Or ce plan se révèle une étape de plus dans l'escalade anti-sociale du pouvoir de droite. Après

Chirac-la-crise (et les profits que certains ont tiré de cette « crise » !), on a Barre-l'inflation.

Une multitude d'informations ont techniquement présenté aux citoyens les mécanismes de l'inflation. Mais ce que l'on n'a pas dit, c'est que l'inflation n'est pas neutre politiquement. Elle a une couleur. Si les mentalités inflationnistes sont si fortes dans l'hexagone, c'est qu'elles recouvrent des intérêts. Il y a des gens, nombreux, qui profitent de l'inflation et l'alimentent. Les trusts qui font valser les étiquettes de leurs produits ; les financiers qui jouent à la baisse du franc ; les marchands de bien qui vendent de la pierre, du parking, des appartements comme d'autres des tomates ; ceux dont les disponibilités financières sont telles qu'ils préfèrent spéculer sur les taux d'intérêts et emprunter plutôt qu'investir dans des créations d'emploi.

Or ces gens, pour qui ont-ils voté ? Pour Mitterrand ou pour Giscard d'Estaing ? Ce sont les classes les plus fortunées, celles même dont les intérêts sont représentés par ceux qui nous gouvernent qui profitent de l'inflation. En revanche ceux qui sont rudement frappés n'ont pas de millions de francs à placer en studios ou en tableaux. Ils ont eu du mal à trouver les 500,00 F nécessaires à la rentrée scolaire de chacun de leurs enfants. Ils sont accablés par la hausse des produits alimentaires. Ils se privent et privent leur famille. Ils travaillent dur, quand ils ne sont pas au chômage ! Et pourtant ce sont ces salariés que le plan Barre prévoit de « freiner » dans leurs revendications ; ce sont les salariés qui seront frappés par l'impôt plus lourd ; ce sont tous les automobilistes qui vont payer l'essence plus chère au moment où les Belges et les Allemands baissent leurs prix ! Croit-on que M. Dassault sera gêné de payer l'essence à plus de 2,00 F le litre, lui que le vol de 800 millions de francs contrarie si peu qu'il ne porte pas plainte ?

Une fois encore la droite frappe tout le monde pour défendre les plus gros. La C.G.T. a qualifié le plan Barre de « déclaration de guerre » aux travailleurs.

Ceux-ci, et particulièrement les travailleurs bretons, n'accepteront pas de faire les frais de la gestion de la droite, ils refuseront de payer pour ceux qui profitent de l'inflation, ils diront non au faux-semblant de la solidarité nationale. Et puisque ce pouvoir veut la guerre, il l'aura. Nous appelons pour notre part, tous nos camarades, tous nos sympathisants à se mobiliser contre cette politique. Les occasions ne vont pas manquer avec la grève générale du 7 octobre, avec la manifestation « Vivre au pays » de Nantes le 23 octobre. Ni les armes : en 1977 et en 1978, les victimes de Giscard, Chirac et Barre auront des bulletins de vote pour leur répondre.

UDB